

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE



OBJECTIF DOCTRINE

AVRIL 2000

SOMMAIRE

Editorial1

DOCTRINE

KOSOVO : enseignements tirés de la phase initiale
Général CUCHE2

Exercice CATAMARAN
De la doctrine à l'application des opérations amphibies
Colonel REMONDIN7

Enseignements de l'exercice « COOPERATIVE GUARD »
Lieutenant-Colonel BRUMTER17

La communication opérationnelle au Mexique (1861-1867)
(1^{ère} partie)
Aspirant CANOVAS25

LIBRES REFLEXIONS

Opération *Force alliée* : grande première... et grande dernière (?)
Général (cr) FORGET36

Etats-Unis : manoeuvre et feux de précision. *Vers une nouvelle synergie*
Colonel DESPORTES43

ÉDITORIAL

Cette livraison de la revue fait une large part à un volet essentiel de la mission du CDES : celui du retour d'expérience, qu'il s'agisse des opérations ou des exercices. Aussi, un an après le déclenchement des actions aériennes contre la Serbie, il a semblé nécessaire de faire un point aussi complet et objectif que possible sur cette phase de la crise balkanique. Nul mieux qu'un aviateur ayant longuement réfléchi sur les multiples aspects de l'action et de la puissance aérienne, le général (CR) FORGET, pouvait conduire cette analyse. Elle est remarquable et conforte de manière tout à fait spontanée, puisque issue d'un travail personnel destiné à l'armée de l'air, la doctrine française d'emploi des forces basée sur la notion d'effets à produire et de complémentarité de l'action des composantes. Dépassant le strict cadre tactique et technique d'emploi des moyens aériens, elle re-

tire toute sa pertinence et son intérêt de l'approche stratégique et opérationnelle adoptée par son auteur, tout comme de la dimension finalitaire de ses conclusions.

Cette contribution se complète d'un premier bilan à chaud sur l'action de la brigade LECLERC au Kosovo effectuée par son commandeur. Dans le domaine des exercices, la revue rend compte de l'exercice amphibie CATAMARAN et de l'exercice multinational "COOPERATIVE GUARD", organisé dans le cadre du partenariat pour la paix.

L'exploitation de cette fonction retour d'expérience est également très prisée outre-atlantique. Ainsi l'analyse faite des récentes opérations au Kosovo par l'*US Army* montre qu'elle pourrait, elle aussi, chercher à optimiser, à son échelle et par une manœuvre adaptée, les effets

à produire sur le terrain par ses moyens.

Enfin ce numéro rend compte des premiers résultats d'un travail historique portant sur la communication opérationnelle pendant la campagne du Mexique (1861-1867), effectué dans le cadre du centre de recherche du CDES. Ce premier article présente les données historiques nécessaires à la compréhension du problème posé.

La Rédaction

KOSOVO : ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA PHASE INITIALE

*par le général CUCHE
commandant de la 2^{ème} Brigade Blindée*



Il ne peut être question dans les lignes qui suivent de vouloir dresser un bilan exhaustif ou de tirer toutes les leçons d'une crise aiguë qui connaît aujourd'hui encore des rebondissements imprévus et dont l'issue demeure incertaine. Il peut être intéressant en revanche de se pencher sans complaisance sur quelques enseignements majeurs qui illustrent plus directement la phase terrestre initiale de l'engagement de nos forces au Kosovo.

Ainsi, par souci de précision, mais aussi afin d'éviter de se montrer re-

donnant avec certains comptes-rendus ou le rapport rédigé par le ministère de la défense et rendu public, la période retenue pour cette étude succincte s'inscrira entre la fin des frappes aériennes sur la Yougoslavie (10 juin 1999) et la première relève à la tête de la KFOR entre les généraux Jackson (ARRC) et Reinhardt (LANDCENT) le 08 octobre. Les phases de montée en puissance, de mise sur pied puis de projection de forces précédant cette période seront brièvement évoquées.

Enfin, ce bilan simplifié s'appuiera sur un ordonnancement chronologique en trois phases dont seront extraits chaque fois quelques enseignements les plus caractéristiques.

KOSOVO: LESSONS LEARNED FROM THE INITIAL PHASE

In this article, the issue is in no case to draw an exhaustive list of lessons learned from a severe and unsettled crisis, which outcome is uncertain. However, it is interesting to give a closer and clearer look at some of the main lessons illustrated by the entry of our Land Forces on the Kosovo theatre.

Thus, the period under study will stretch from the end of air strikes on Yugoslavia (June 10th, 1999) to the first replacement of General JACKSON (ARRC) by General REINHARDT at the head of the KFOR on October 8th, 1999.

MONTÉE EN PUISSANCE, MISE SUR PIED, PROJECTION

Avant même d'aborder la première phase retenue pour cette étude, il convient de se pencher sur la montée en puissance puis la mise sur pied des forces qui ont commencé dès le mois de février 1999.

Alors qu'à cette date les frappes aériennes n'ont pas encore débuté et que la France remplit déjà le rôle de nation pilote dans le cadre de la Force d'Extraction en Macédoine, la 2^{ème} Division Blindée reçoit pour mission du CFAT de mettre sur pied un échelon lourd blindé mécanisé susceptible d'entrer au Kosovo.

De cette phase qui se prolongera jusqu'au mois de juin, date à laquelle la décision de projeter cet élément lourd sera prise, il faut retirer l'enseignement principal suivant : la cohérence de la réorganisation de l'Armée de terre trouve à la fois toute sa pertinence tout en atteignant certaines limites. Sa pertinence d'abord à travers la réunion des deux nouveaux grands commandements - CFAT et CFLT - mais aussi les brigades spécialisées. Ses limites conjoncturelles ensuite parce que cette réorganisation est en cours, incomplète ou parfois mal digérée : les brigades interarmes ne verront le jour que le 1^{er} juillet ; le CFLT est loin d'avoir atteint son plein effectif ; plus grave, la réorganisation de la chaîne territoriale transformant et regroupant certaines CMD

en Régions Terre et leur confiant de nouvelles attributions, notamment dans le cadre de la montée en puissance, n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Les difficultés déjà entrevues lors de ces phases préliminaires se renouvelleront au cours de l'opération dans le domaine du soutien tant que ne sont pas distinctement et clairement définies les responsabilités et attributions des régions terre, des directions de service et du CFLT.

La projection est bien maîtrisée par les organismes spécialisés mais de fortes contraintes budgétaires empêchent parfois d'appliquer le schéma le plus cohérent sur le plan opérationnel.

PHASE DÉFENSIVE ET DE NÉGOCIATIONS

Le 10 juin 1999 lorsque cessent les frappes aériennes sur la République Fédérale de Yougoslavie, la force d'extraction multinationale a cessé d'exister depuis longtemps et la contribution terrestre française à la KFOR est organisée en une petite brigade interarmes baptisée *French Framework Brigade*. Elle

ne comprend alors qu'un élément de commandement et un bataillon interarmes à dominante motorisée. Il n'y a ni échelon lourd blindé mécanisé, ni contribution étrangère. La posture de la brigade est purement défensive, face à une hypothétique incursion des forces yougoslaves en Macédoine...

Alors que débutent les pourparlers avec le gouvernement yougoslave le 5 juin, les plans d'entrée au Kosovo selon différents scénarios sont remis à jour par chaque état-major suivant les directives du commandant de la KFOR.

De cette phase qui durera jusqu'au 12 juin, date du franchissement de la frontière, on doit retenir essentiellement les éléments suivants : la tenue par la France, dès les négociations successivement à Rambouillet puis Paris, le rôle de la nation pilote accepté et remarquablement rempli dans le cadre de la Force d'Extraction, et enfin la contribution déterminante lors des frappes aériennes, ont permis à la Brigade, pourtant bien limitée en capacité et en volume, de tenir toute sa place lors des pourparlers puis dans la planification d'entrée au

ENTRÉE AU KOSOVO ET DÉPLOIEMENT DES FORCES

Le 12 juin 1999 voit l'entrée de la brigade française au Kosovo. Chacun se souvient du choix de pénétrer dans cette province sur trois axes secondaires (deux seulement seront utilisés), routes empierrées à faible débit et de traficabilité réduite. Certains pourront s'étonner de ce choix mais il suffit de consulter une carte régionale pour réaliser qu'il était fort limité. Il n'existe qu'un axe principal d'entrée au Kosovo depuis la Macédoine et il part du secteur britannique...

De cette phase, particulièrement dynamique et courte, deux aspects méritent d'être soulignés. Même si aucun combat n'a eu lieu durant ces cinq jours et que l'entrée puis le déploiement au Kosovo se sont effectués dans un contexte baptisé semi-permissif, le risque de confrontation ou d'incidents graves est élevé en face de forces serbes structurées et se repliant en ordre et des combattants de l'UCK cherchant à exploiter une situation favorable. Dans ces circonstances, les conditions d'entraîne-

ment des postes de commandement lors des exercices en particulier au CEPC ¹, mais également des forces, y compris au CENTAC ², dans un contexte de combat de haute intensité, sont parfaitement valides. Les missions confiées, les modes d'action choisis, le processus de planification comme l'organisation interarmes sont adaptés et ne méritent que quelques ajustements. De plus il convient, même dans la phase de normalisation plus statique, de conserver en permanence une posture et une articulation qui permettent un changement instantané et brutal d'attitude pour passer de la maîtrise contrôlée de la violence à une véritable opération de coercition.

Par ailleurs, c'est dans une position délicate, aux brusques changements de rythme, que la composante aéromobile a démontré tout son intérêt. En effet l'action a pu être relancée trois fois en cinq jours grâce à des opérations aéromobiles d'envergure (héliportage de 2 à 3 compagnies) qui ont permis la première fois de s'affranchir des obstacles, la seconde d'accélérer considérablement la progression et la troisième enfin d'élargir un dispositif de sécurité sur des posi-

Kosovo. Ainsi cet investissement lourd initial s'avérait-il fructueux.

Dans le même ordre d'idée la place particulière tenue par la France au sein de l'OTAN et la relation particulière entre le CEMA et SACEUR ont également donné toute sa consistance à l'engagement terrestre de nos forces : il ne pouvait être envisagé qu'elles s'engagent en deuxième échelon, sans lisibilité et dans un secteur secondaire. Il n'en reste pas moins que sur un plan strictement opérationnel l'arrivée plus tôt d'un deuxième échelon comportant notamment des moyens d'appui lourds - génie et artillerie - aurait considérablement crédibilisé notre position.

Enfin, pour clore cette phase, on ne peut que regretter que la bascule du dispositif d'information et de communication n'ait pas été suffisamment anticipée alors qu'il était évident que l'intérêt des médias internationaux allait brusquement basculer sur cette région du monde, les pourparlers et très vite l'entrée au Kosovo.

tions inaccessibles par moyens terrestres. Même si ces opérations se sont déroulées avec une totale supériorité aérienne, une météorologie particulièrement favorable et une menace anti-aérienne et au sol réduite, l'appui des hélicoptères de manoeuvre s'est avéré inestimable comme cela sera confirmé d'ailleurs par la suite dans d'autres fonctions essentielles : commandement, logistique, évacuation sanitaire.

Enfin, c'est au cours de ces cinq jours qu'à tous les échelons la pertinence de nos systèmes de formation et de recrutement, notamment pour les EVAT, a été démontrée même si, là comme ailleurs, des domaines de progrès ont été identifiés (notions de droit, langues étrangères, maîtrise des systèmes informatiques...).

NORMALISATION ET PACIFICATION

Le 17 juin matin les forces françaises investissent Mitrovica, ville principale du secteur de responsabilité de la brigade nord. C'est le début d'un long processus de normalisation et de sécurisa-

tion. Il commence avec un effectif très réduit, exclusivement français, dans une zone dévastée où l'infrastructure est particulièrement endommagée et dans laquelle deux communautés nettement démarquées sur le terrain s'affrontent.

La tâche est immense et les défis nombreux : il s'agit d'abord pour la force d'apporter un maximum de sécurité en l'étendant progressivement sur toute la zone au fur et à mesure de l'arrivée des renforcements nationaux d'abord, puis, dès le mois de juillet, internationaux. Il faut donc ensuite réussir cette multinationalisation de la Brigade avec des contingents aussi divers que les Danois ou les Belges qui connaissent bien l'OTAN, les Emirats Arabes Unis dont c'est le premier engagement opérationnel en dehors de leur territoire, ou surtout un bataillon parachutiste russe dont l'intégration représente un enjeu considérable. Enfin, en l'absence provisoire de toute administration en tenant compte d'une montée en puissance très lente de la MINUK, la brigade comble le vide ainsi provoqué en se substituant à ces instances. Le point d'équilibre est particulièrement délicat à trouver : trop

en faire n'inciterait sans doute pas la MINUK à accélérer son déploiement. Ne pas associer les «bonnes volontés» locales des deux communautés constituerait une erreur d'appréciation. Se cantonner frileusement et exclusivement dans des missions de sécurité créerait un déséquilibre difficilement rattrapable.

Ainsi le choix de projeter d'une part une unité constituée de Gendarmerie pour la sécurité publique et une importante unité ACM **B** - la plus nombreuse sur le théâtre - s'est-il avéré parfaitement adapté. La restauration partielle du fonctionnement de la plupart des services publics et le niveau de sécurité atteint dans des secteurs particulièrement exposés sont de toute évidence de bonnes bases pour poursuivre patiemment le processus de normalisation.

Le chantier ouvert reste immense : pacification, reconstruction, redémarrage de l'économie et notamment de l'industrie lourde concentrée autour de Mitrovica... Les moyens mis à disposition de la brigade et l'articulation choisie permettent d'obtenir certains résultats qu'il faut consolider. La coordination

étroite des actions civilo-militaires, des actions psychologiques et de l'information s'appuyant sur une force de sécurité structurée et active reste un atout essentiel qui ne peut trouver son aboutissement que dans une coopération chaque jour renforcée avec la MINUK.

La crise du Kosovo, si elle peut rappeler à certains égards celle qui sévit en Bosnie ou si elle peut se rapprocher de l'engagement opérationnel de nos forces dans le Golfe après une longue campagne aérienne, conserve sa spécificité propre. Certaines insuffisances dans nos équipements ont pu être soulignées. Des lacunes dans certaines fonctions ont été dénoncées. Certains choix ont été discutés. Il reste que ces crises servent de révélateur à chacun, et pas seulement à nos forces armées. L'analyse des leçons tirées de cette première partie de l'engagement terrestre au Kosovo est essentielle. Elle ne doit pas être complaisante mais s'enrichir continuellement.

L'impression que retire le commandant de la brigade multinationale nord - brigade Leclerc - c'est la pertinence des grands choix dans la réorganisation de l'Armée de terre, même s'il faut profiter des différents enseignements tirés de cette crise pour corriger à la marge certaines décisions ou procéder à certaines inflexions dans les grandes orientations.

C'est la valeur du système de formation de l'Armée de terre qu'il faut s'efforcer de conserver et d'enrichir dans certains domaines émergents ; c'est surtout la qualité de nos hommes qu'il faut s'appliquer à maintenir puis à valoriser encore par un système de recrutement à tous les niveaux, performant et évolutif, et un style de commandement adapté ♦

NOTES

- 1 CEPC : Centre d'Entraînement des PC (MAILLY).
- 2 CENTAC : Centre d'Entraînement Tactique (MAILLY).
- 3 ACM : Affaires Civilo-Militaires.

EXERCICE CATAMARAN : DE LA DOCTRINE À L'APPLICATION DES OPÉRATIONS AMPHIBIES

par le colonel REMONDIN
du CREDAT

Le Concept National des opérations amphibies (CNOA) précise qu'une opération amphibie est une opération conduite à partir de la mer, mettant en œuvre des forces maritimes, terrestres et éventuellement de l'armée de l'air. Elle est exécutée sur une côte adverse qui peut être tenue par des forces ennemies.



LES OPÉRATIONS AMPHIBIES : DES OPÉRATIONS COMPLEXES

L'opération amphibie a pour objet le contrôle d'une tête de plage à partir de laquelle se développeront des opérations ultérieures. On distingue quatre catégories et quatre objectifs d'opérations amphibies :

| CATEGORIES | | OBJECTIFS |
|--------------------------|----------------------------|--|
| LE DÉBARQUEMENT | "AMPHIBIOUS ASSAULT" | Mettre en place une force sur une côte potentiellement hostile. |
| LE REMBARQUEMENT | "AMPHIBIOUS WITHDRAWAL" | Evacuer, par voie maritime, une force déployée sur une côte potentiellement hostile. |
| LA MANŒUVRE DE DÉCEPTION | "AMPHIBIOUS DEMONSTRATION" | Induire l'ennemi en erreur et placer ses forces en situation défavorable. |
| LE VA-ET-VIENT | "AMPHIBIOUS RAID" | Effectuer un débarquement pour mener une action terrestre de durée limitée suivie d'un rembarquement planifié. |

C'est une opération de projection de forces soumise à des contraintes particulières (tactiques, géographiques, hydrographiques et météorologiques) qui la rendent complexe et aléatoire. L'opération amphibie est conduite par des moyens militaires.

La force amphibie est tout ou partie de la force interarmées projetée sur le

théâtre. Elle comprend des composantes terrestres et maritimes, dotées de leurs moyens organiques et, éventuellement, des unités de l'Armée de l'air. Elle peut recevoir le soutien de forces complémentaires distinctes de la force amphibie. L'emploi d'unités des forces spéciales est à envisager tant au cours des opérations en amont du débarquement qu'en soutien de la manœuvre amphibie.

CATAMARAN EXERCISE: THE IMPLEMENTATION OF THE CONCEPT FOR AMPHI- BIOUS OPERATIONS

The National Concept for Amphibious Operations (CNOA) defines an amphibious operations as an operation launched from the sea and requiring navy, land and eventually air assets to conduct a mission on a coast potentially occupied by enemy forces. The aim of an amphibious operations is to control the beach head, which will serve as basis for the conduct of other operations.

Une opération amphibie peut être :

- soit la phase particulière d'une opération de plus grande ampleur, qui constitue la projection du premier échelon d'une force importante ;
- soit une opération de moyenne envergure (effectifs, durée) qui constitue l'essentiel de l'action extérieure. Les opérations de protection et d'évacua-

tion de ressortissants en sont des exemples.

Les deux types d'opérations amphibies auxquelles nos forces sont susceptibles de participer sont les suivants :

- dans un cadre national, face à un adversaire disposant de capacités militaires limitées (scénarios S3 et S4 du Livre Blanc), les forces armées doivent pouvoir mener une opération amphibie sur une côte hostile faiblement tenue. Le format des moyens débarqués s'élève au maximum à un groupement interarmées de 1400 hommes, dont la composante terrestre s'articule autour d'un module GUEPARD 005 renforcé.

L'opération doit pouvoir être conduite depuis un poste de commandement interarmées embarqué (poste de commandement de la force amphibie PC ATF) de 50 à 100 personnes :

- dans un cadre multinational, les forces armées intervenant dans un conflit régional de haute intensité (scénarios S1 et S2 du Livre Blanc) doivent pouvoir participer aux différentes phases d'une opération amphibie interalliée. Les unités doivent pouvoir, en particulier, être intégrées dans la première vague d'assaut de la force de débarquement interalliée.

Le format des moyens débarqués s'élève, normalement, à 1400 hommes. En principe, la France ne revendique pas le commandement de l'opération amphibie.

Une opération amphibie se déroule en cinq stades qui sont baptisés en fonction de l'activité dominante qui la caractérise :

- la **préparation (planning)** qui se finalise par la date d'embarquement des troupes,
- l'**embarquement (embarkation)** est la période durant laquelle les troupes et leurs moyens embarquent sur les navires qui leur sont affectés. C'est une étape importante durant laquelle se fige le dispositif tactique,



et lorsqu'il est désigné, l'officier de l'armée de l'air commandant les unités de l'armée de l'air intégrées à la force amphibie sont sur un pied d'égalité. Les décisions doivent être prises d'un commun accord, sinon elles sont soumises à l'autorité supérieure qui a ordonné

l'opération. Cependant le CATF est responsable de la coordination des travaux. A l'issue de la phase de planification, le CATF assure la conduite de l'opération amphibie du début de la phase d'embarquement jusqu'à la fin de la phase de débarquement, correspondant à la fin de l'opération amphibie en elle-même. Le CLF, responsable de la conduite des opérations à terre, reste subordonné au CATF jusqu'à la fin de la phase de débarquement.

La fin d'une opération amphibie se caractérise en particulier par le transfert

d'autorité (TOA) avec tout ce que cela implique en terme d'organisation du commandement et de soutien entre le CATF et le CLF.

L'EXERCICE CATAMARAN 1999 : LA CONFIRMATION DU RETOUR DES FORCES ARMÉES FRANÇAISES DANS L'AMPHIBIE

L'exercice CATAMARAN 99, qui s'est déroulé en Méditerranée du 13 au 22 octobre, est le premier exercice majeur amphibie depuis deux ans (EOLE, *Strong Resolve*). Il a permis de renouer avec tout l'environnement d'une opération inter-armées et ses réalités concrètes. Cet exercice devait permettre initialement de valider le concept national des opérations amphibies avec 4 TCD (Transports de chalands de débarquement) et un GIE (Groupement Interarmées Embarqué) de 1 400 hommes, sur le thème du débarquement d'un premier échelon avec transfert d'autorité dans le cadre d'une intervention liée à des accords de défense. Cependant les contraintes opérationnelles du moment

- la **répétition (rehearsal)** permet de jouer le scénario planifié et de tester les communications et la bonne assimilation des plans d'action par les forces,
- le **transit (movement) vers l'AOA (amphibious objective area)** est la phase qui couvre la période durant laquelle la force amphibie gagne ses positions dans l'AOA,
- le **débarquement et la prise de la tête de plage.**

Pendant la phase de planification, le CATF (*Commander amphibious task force*), le CLF (*commander landing force*)

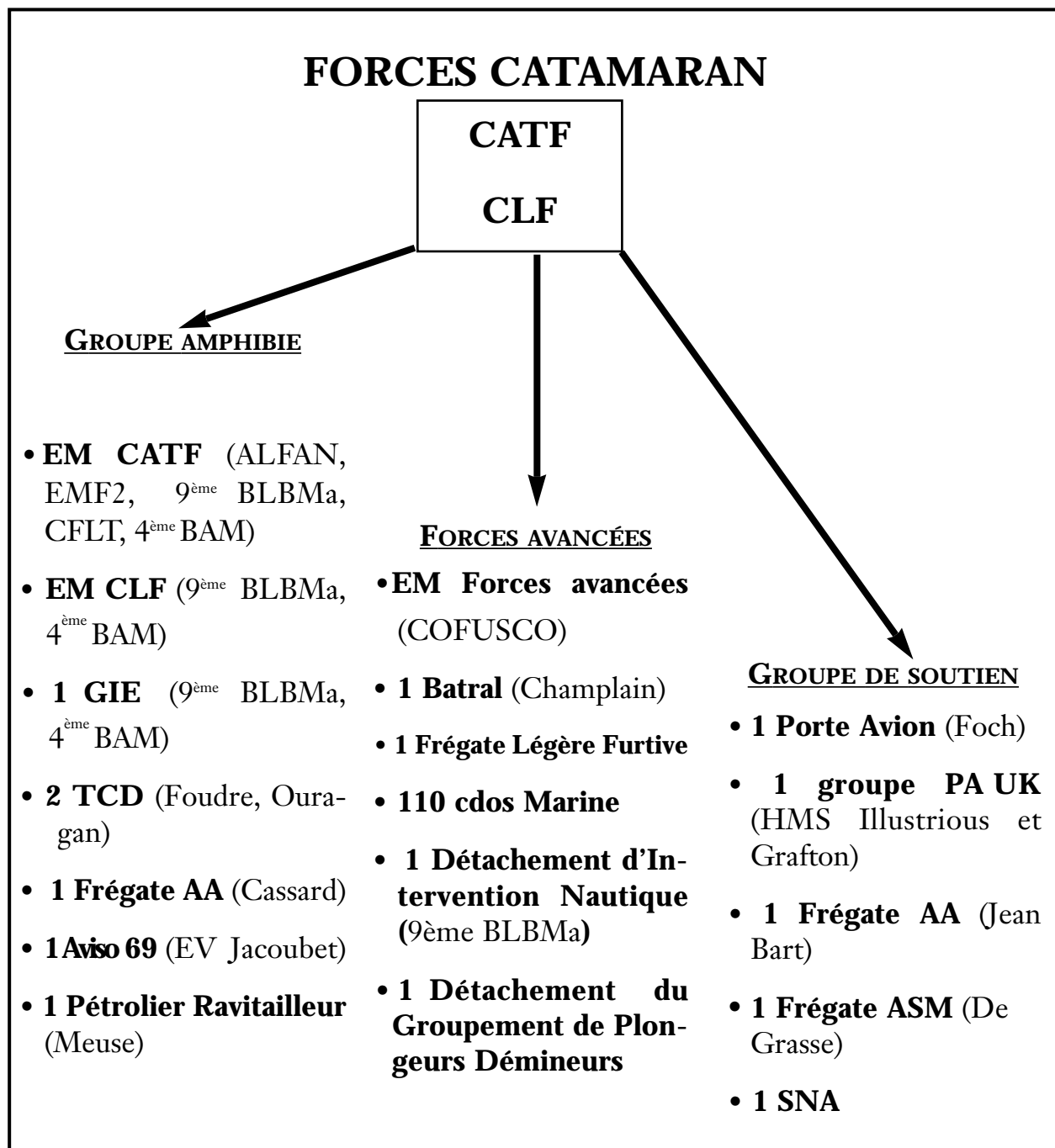
(intervention au TIMOR et en particulier l'opération SANTAL) ont nécessité de revoir les moyens engagés à la baisse (2TCD avec un GIE de 650 hommes).

Dans ce contexte, CATAMARAN 99 avait pour objectif général de vérifier la pertinence des principes adoptés dans la doctrine nationale amphibie. En particulier il s'agissait :

- de valider la structure de commandement CATF/CLF, son installation à bord du TCD, et d'analyser la conduite de son action,
- d'observer le processus de mise en œuvre des forces avancées, la coordination 3^{ème} dimension et le soutien de la force navale au profit de la force à terre,
- d'évaluer les besoins en renseignement et en télématique.

Aux ordres du CATF (contre-amiral COT, ALGASM) et du CLF (général de SAQUI de SANNE, commandant la 9^{ème} BLBMa), les forces engagées étaient organisées de la façon suivante :

- un groupe amphibie,
- un groupe des forces avancées,
- un groupe de soutien.



Conduit dans des conditions météorologiques difficiles, CATAMARAN s'est déroulé en deux grandes phases successives :

- **une phase de mise en condition** comprenant une montée en puissance des états-majors de deux jours et demi (12-14 octobre), une "mécanisation" de deux jours à Port Puthuau (16-17 octobre), et une "répétition" d'une journée (18 octobre) sur la côte nord-est de la Corse,
- **une phase tactique** (18-20 octobre) comprenant un transit sous menaces multiples protégé par deux groupes aéronavals dont un britannique, durant 36 heures, suivi d'une opération amphibie de type débarquement qui devait durer 48 heures.

En raison de l'état de la mer, le débarquement a été annulé, les règles de sécurité d'exercice ne pouvant être respectées en totalité. Cependant les reconnaissances de même que les mouvements d'hélicoptères pour étudier la relève des forces avancées par la première vague du GIE ont été menés à bien. Les appuis navals et aériens planifiés, ainsi que les premières interventions des

hélicoptères d'assaut ont également été, pour partie, conduits. La persistance du mauvais temps n'a pu permettre d'envisager un report compatible avec la durée prévue de l'exercice.

LES ENSEIGNEMENTS DE L'EXERCICE CATAMARAN : UN GISEMENT D'EXPÉRIENCE IMPORTANT ET PROMETTEUR

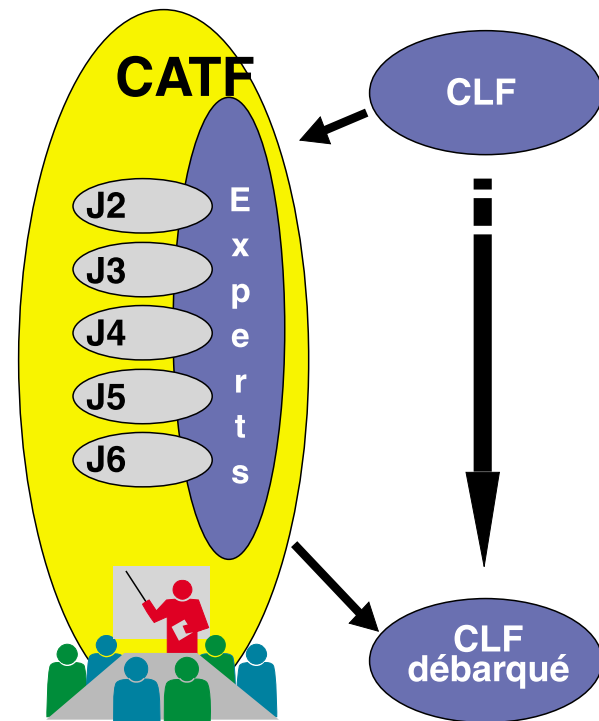
Les observations menées durant CATAMARAN conformément aux objectifs définis ont permis de dégager des constats et des enseignements générateurs de progrès et permettant d'envisager les exercices à venir avec confiance.

Les structures de commandement

Regroupé à bord du TCD LA FOUORE, le CATF (*Commander Amphibious Task Force*) CATAMARAN est un PC interarmées constitué et organisé selon l'IM 2000, les travaux de la CIEA (Commission Interarmées des Etudes Amphibies), et les études menées conjointement par le CFAT et ALFAN. Il intègre trois catégories de personnels :

- ceux qui arment le PC ATF en raison de leurs spécialités marine et air,
- ceux qui constituent l'expertise "terre" au sein des cellules du CATF,
- ceux qui constituent l'expertise du CLF, sa mémoire, qui sont implantés au sein du CATF (cellules J terre) et qui débarquent le moment venu avec l'EM du CLF.

Architecture CATF / CLF



Ce PC ATF a bien fonctionné dans la structure prévue et a su s'adapter aux conditions d'installation exigües d'un TCD actuel (Type Foudre) ¹. Il s'est caractérisé par :

- une synergie interarmées immédiate, fruit d'une culture des OPEX, d'une tradition amphibie de la 9^{ème} BLBMA, des exercices techniques communs d'unités élémentaires et de bataillon effectués précédemment (SKREO),

- une prise de conscience renouvelée de l'amphibie de haut niveau et de ses variables aléatoires (comme les contraintes impératives de la météorologie),
- un fonctionnement en progrès constant tout au long de l'exercice.

Un memento du PC de CATF en cours de rédaction permettra de conserver une mémoire active de la richesse des enseignements et de l'expérience acquise.

Des études complémentaires et ciblées devraient encore permettre d'optimiser les flux de commandement comme les effectifs.

Le principe d'intégration retenu prédispose dans l'esprit et la forme l'accueil d'éléments interarmes et interarmées autres que nationaux. Son volume conséquent de 100 personnes environ est lié à la spécificité des armées françaises qui ne disposent pas de forces amphibies intégrées. Cela nécessite de ce fait des besoins importants en expertise et en coordination entre deux entités (Marine-Terre) voire trois (Marine-



Appontage d'un PUMA (ALAT) sur le pont d'un TCD

Terre-Air) distinctes en équipement et en culture.

L'action des forces avancées

Phase déterminante d'une opération amphibie, l'action des forces avancées a pu être menée à son terme en dépit de conditions météorologiques particulièrement défavorables. De nombreux points relatifs à l'emploi ont été validés.

Des limitations qui sont essentiellement techniques et matérielles et qui ne remettent pas en cause le concept ont été clairement mises en lumière (autonomie, état de la mer...).

Les forces avancées ont été regroupées au sein d'un TG (*Task Group*) disposant de ses propres bâtiments.

La structure de commandement adoptée a répondu au besoin de proximité, entre le commandement et les unités, donné au CTGFA (*Commandant du Task Group des Forces Avancées*) l'autonomie pour être efficace et réactif, et déchargé le CATF de la conduite d'une opération spécifique et éloignée.

Commandos et nageurs de combat ont pu mener à bien les infiltrations à vocation de renseignement, les raids nocturnes de reconnaissance des accès nautiques aux plages, les raids d'attrition de la menace et de sécurisation des plages précédant la phase de débarquement. Il a pu aussi être constaté la capacité d'intégration de COFUSCO vis-à-vis des forces spécialisées tel que le Détachement d'Intervention Nautique (DIN), pour compléter et élargir ses capacités. A l'avenir, il peut être ainsi envisagé l'intégration d'autres unités spécialisées de l'Armée de terre au sein des forces avancées, sous réserve de prévoir des périodes de cohésion suffisantes.

La coordination 3D

La coordination 3^{ème} dimension et la défense antiaérienne constituent une autre facette vitale des opérations amphibies. Ce domaine présente deux caractéristiques :

- il est complexe car il fait appel à des métiers très variés et spécialisés,
- il exige des moyens importants (détection, communication, tir).

Dans le cas de CATAMARAN, l'appui aérien et la défense aérienne étaient à la charge du porte-avions, l'AAWC (*Anti Air Warfare Combat*) était délégué à la frégate antiaérienne qui dispose des moyens de détection et de tir surface-air moyenne portée, l'appui artillerie était exécuté par un aviso (Jacoubet), quant à la coordination, elle était effectuée par le J3 Air sur le TCD (cellules TACC et SACC).

On constate donc que l'appui avec les moyens "marine" mis en œuvre par le CATF est indispensable jusqu'à la mise en place à terre des moyens équivalents à fournir par l'Armée de l'air (2^{ème} échelon). A la mise à terre du GIE, le CATF reste le plus gros contributeur de moyens 3D. En fonction de la situation sur la zone et des opérations que l'on veut engager, s'il n'y a pas de renforcement particulier au profit du CLF, il risque d'être le seul en mesure d'assurer la mission de coordination, y compris après le TOA.

Le PC CLF doit cependant disposer en tout état de cause d'une cellule 3^{ème} dimension capable au moins de

conseiller le chef interarmes, et de faire exécuter et coordonner les appuis (artillerie et/ou mortiers, CAS, hélicoptères, défense sol-air SATCP) à l'aide d'experts interarmes et interarmées (ART, AIR, ALAT, ASA). Cet exercice a de plus permis de mettre en évidence une série de besoins :

- la mise en place d'un DL CLF au CATF (cellules TACC-SACC),
- la mise à disposition d'un moyen de détection et de contrôle aéroporté (AWACS ou HAWKEYE) pour l'avenir,
- la mise en place de récepteur de la liaison spécifique Air au PC CLF (suivi de la situation), un besoin nouveau.

Groupelement aéromobile au sein du GIE

CATAMARAN a permis d'élaborer un certain nombre de processus tactiques, logistiques et techniques, en recensant les compatibilités Terre/Marine.

Cet exercice a également confirmé les possibilités offertes par le groupelement aéromobile au sein du GIE en terme de reconnaissances, d'appui feu

des troupes au sol, de mise en place d'unités (relève des forces avancées), de ravitaillement et d'évacuation par hélicoptère.

Le soutien logistique

L'exercice CATAMARAN a montré que le soutien logistique du GIE était très dépendant des moyens de la marine. Si les capacités offertes par les bâtiments privilégient l'emploi le plus longtemps possible de leurs moyens embarqués (blocs opératoires, lits tièdes pour les postes opérés, servitudes maintenance ALAT, production d'eau...). L'état de la mer et la météorologie qui la conditionnent, peuvent entraîner une rupture des flux logistiques (cela aurait été le cas à CATAMARAN). Seule une planification conjointe J4/J5 permettant d'anticiper les besoins et envisageant éventuellement des prépositionnements ou des stocks tampons peuvent atténuer cette contrainte.

Les besoins en télématique

Les moyens SIC déployés pour une opération amphibie telle que CATAMARAN imposent :

- aux bâtiments d'être intégrés aux réseaux marine classiques et d'assurer des missions spécifiques (forces avancées, appui feu, coordination air...),
- à l'état major d'échanger et d'exploiter des données dans tous les domaines (situation tactique, renseignement, environnement, média...), de diriger l'action des différents TG et de coordonner les opérations dans l'AOA (*Amphibious Objective Area*),
- au CATF et au CLF de conserver un lien sûr entre eux après le débarquement et d'assurer les échanges avec le COMANFOR et les commandants de composantes (terre, air, mer).
- de disposer en particulier lors de la phase critique de débarquement des nombreux réseaux particuliers pour satisfaire les besoins importants de coordination (gestion des différents appui feu, coordination 3D, mouvements bâtiments-plage (*ship-to-shore*)).

CATAMARAN a montré qu'il fallait accroître les capacités des bâtiments. La nouvelle génération de TCD devrait satisfaire les besoins recensés. L'inter-opérabilité entre armées est perfectible. Dans ce domaine toutefois, il sera né-

cessaire d'étudier la situation sous trois aspects :

- ce qu'il est indispensable ou urgent de rendre interopérable (maîtrise du processus amphibie),
- ce qui apparaît souhaitable dans l'inter-opérabilité future (gain opérationnel avéré),
- ce qu'il n'est pas nécessaire ou urgent de rendre interopérable (coût supérieur au gain) ; dans ce dernier cas la colocalisation de systèmes peut s'avérer suffisante.

Le renseignement

L'organisation mise en place correspondait aux besoins de l'exercice. Toutefois l'influence néfaste des conditions météorologiques a handicapé les moyens de reconnaissance air dans leur mission de couverture photographique. De plus le trop faible nombre de commandos engagés dans l'exercice n'a pas permis de satisfaire intégralement le besoin en renseignement dans la profondeur, l'effort ayant été porté principalement sur les sites de plageage et leurs abords.

Dans les exercices à venir, il pourra être envisagé d'accroître la capacité de renseignement dans la profondeur en intégrant dans les forces avancées des équipes spécialisées de l'Armée de terre aux côtés des commandos marine.

L'exercice CATAMARAN a donc permis de valider en partie le CNOA. Les enseignements et observa-

tions dégagés fournissent des éléments d'appréciation qui indiquent que les objectifs fixés sont réalisables sous réserve d'un entraînement périodique et ciblé entre unités présélectionnées apprenant à se connaître mutuellement et améliorant progressivement leur synergie opérationnelle comme leur interopérabilité.



Sortie d'un CTM du radier d'un TCD (Sirocco)

Progresser dans le cadre d'une opération aussi complexe que l'amphibie nécessite un professionnalisme exacerbé et le bannissement de la redécouverte perpétuelle des procédures et des cultures.

La maîtrise permanente ne pourra enfin être obtenue puis conservée qu'avec la volonté de maintenir un effort constant ponctué de rendez-vous, sous forme d'exercices interarmées et demain multinationaux inscrits en programmation ♦



Soutien Santé à bord de l'hôpital d'un TCD

NOTES

1 Cette contrainte est prise en compte dans la définition du NTCD (nouveau TCD) qui verra le jour dans les années à venir. Ce dernier est conçu pour offrir l'infrastructure et les moyens nécessaires à un PC amphibie CATF/CLF.

ENSEIGNEMENTS DE L'EXERCICE «COOPERATIVE GUARD»

*par le lieutenant-colonel BRUMTER
membre de la commission européenne
et officier de réserve (ORSEM)*

Durant l'exercice "COOPERATIVE GUARD", qui s'est déroulé du 23 mai au 5 juin 1999, le lieutenant-colonel BRUMTER (ORSEM) représentait le Land Component Command (LCC), rôle tenu par le Corps Européen auprès du "Joint targeting working group" (JTWG), siégeant auprès du commandement d'une Force de paix (COMPFOR). L'auteur se propose dans l'article ci-dessous de décrire la procédure de désignation et de sélection des objectifs (targeting process), et surtout l'évaluation des dommages causés à l'adversaire.

La procédure de *targeting* est englobée dans celle, plus large, se rapportant à l'établissement de l'ordre "synthé-

tique" de coordination (Joint Coordination Order- JCO). C'est donc la validation de cette procédure déjà expérimentée par AFCENT au cours du précédent exercice, "BURNING HARMONY", qui constituait l'un des principaux buts de cet exercice. Toutefois, "COOPERATIVE GUARD" était de nature différente pour deux raisons :

- il relevait, d'une part, des opérations de maintien de la paix,
- il était organisé, d'autre part, dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN.

UNE ÉVOLUTION DU CONCEPT DE TARGETING

La désignation d'objectifs consiste à identifier les points sur lesquels doit être

LESSONS LEARNED FROM THE "CO-OPERATIVE GUARD" EXERCISE

During the "Co-operative Guard" Exercise, which took place from May 23rd to June 5th 1999, LCL BRUMTER (Staff Officer-Reserve) represented the Land Component Command (LCC) of a Peace Force (COMPFOR) at the "Joint Targeting Working Group" (JTWG). The role of the LCC had to be played by a member of the EUROCORPS. In the following article, the writer intends to describe both the targets designation and acquisition process (Targeting Process) and the procedure for assessing damages caused to the adversary.

appliquée la force létale afin de détruire les capacités de l'ennemi d'utiliser ses forces ou ses ressources pour conduire des opérations militaires. Le développement des opérations autres que la guerre a fait évoluer cette notion qui se réfère désormais à l'application de la force

létale et non - létale sur des objectifs qui ne sont plus seulement physiques – installations ou équipements – ou bien délimités géographiquement – concentrations de troupes ou zones d’approvisionnement – par exemple.

L’importance de "conquérir" des populations, de gagner leur cœur, de s’assurer de leur adhésion à un processus de rétablissement de la paix, de contribuer au retour de la démocratie et des droits fondamentaux, oblige ainsi à assumer de nouvelles responsabilités. Il ne s’agit plus en effet d’imposer sa loi ou son ordre, mais de vaincre les hostilités exprimées dans un conflit, de conduire les individus à surmonter les haines, à emporter leur adhésion à un projet et à dessiner l’avenir.

Si le but des actions de puissance ou de force peut être aisément identifié, il apparaît que les actions d’influence aussi ont un objectif défini et sont conduites avec des moyens spécifiques choisis en fonction du but recherché. Somme toute, l’approche consistant à identifier les points de frappe, à les hiérarchiser en fonction de leur valeur intrinsèque –

high value target – ou de la rentabilité de l’action – *high pay off target* – a simplement été étendue.

Ainsi, la portée de la gestion de l’acquisition et de l’évolution du renseignement s’est amplifiée pour se fondre dans un champ plus vaste relevant de l’élaboration et de la décision de l’information.

A cet égard, la doctrine d’information en vigueur dans les forces américaines illustre cette évolution. Les opérations d’information y sont en effet comprises comme intégrant 6 domaines principaux :

- les actions sur les réseaux informatiques,
- la coopération civilo-militaire,
- la coordination avec les organisations non-gouvernementales,
- la coordination avec les actions diplomatiques, administratives ou économiques,
- les actions de presse et d’information,
- Les actions visant les systèmes de contrôle et de commandement ¹.

Dans un tel contexte, les décisions de commandement ne peuvent être

prises que sur la base d’une synthèse d’éléments de natures fort diverses. Il ne s’agit plus seulement de coordonner des actions qui relèvent d’une même logique mais de procéder à une approche synchrétique en vue de bien définir la place respective des différentes actions à mener. Tant la complexité des situations de crise que la diversité des moyens, notamment immatériels, à mettre en œuvre obligent le commandement à procéder, régulièrement et fréquemment à l’évaluation des actions. Cela doit lui permettre de mieux allouer les moyens et de s’assurer, régulièrement, qu’ils sont les mieux adaptés à l’objectif poursuivi.

UN CADRE OPÉRATIF

Reposant sur l’évaluation du ou de(s) risque(s) naturel(s) - *risk assessment* - la procédure de *targeting*, gérée par un groupe de travail ad hoc - *Joint Targeting Working Group* ou JTWG - obéit à une double logique :

- celle de la gestion de la recherche, de la coordination et de la synthèse du renseignement (*Collection, Coordination and Intelligence Requirements Management* ou CCIRM),
- celle visant à élaborer un "ordre synthétique" de coordination - *Joint Coordination Order* ou JCO - applicable au niveau du théâtre par tous les commandements impliqués.

Le *joint coordination order* regroupe en effet tous les éléments divers mais toujours essentiels à la manœuvre ou à la conduite des opérations. Il ne s'agit pas en effet uniquement d'arrêter une liste d'objectifs qu'il conviendra de frapper selon un ordre de priorité reflétant leur importance ², mais surtout de s'assurer que toutes les potentialités des moyens dont on dispose ont été prises en considération avant que n'aient été arrêtés les modes d'action des différentes composantes.

Il importe en effet que le commandement examine régulièrement, se fondant sur une analyse d'efficacité, la possibilité d'ordonner des actions létales ou

non – létales sur des objectifs physiques – *hard* – ou immatériels – *soft* – tels que le brouillage d'émissions de radio ou la distribution de tracts.

A cet égard, l'ordre du jour d'une réunion de groupe de travail est en soi éloquent, puisqu'il est appelé à examiner en premier lieu et à se prononcer sur :

- la liste des cibles à traiter de manière prioritaire,
- la détermination des objectifs à rechercher et des actions d'identification à mener,
- le choix des moyens les plus appropriés pour le traitement des objectifs retenus,
- l'identification des moyens d'une autre composante qui pourrait être demandée pour appui,
- les conditions d'autorisation de nouvelles missions d'acquisition ou d'engagement des cibles.

Il n'est pas question de vouloir créer une nouvelle "bureaucratie", le but étant de tirer, du point de vue du processus de décision, les conséquences résultant de la conduite d'opérations complexes dans

lesquelles les aspects militaires, diplomatiques, politiques et juridictionnels sont très étroitement imbriqués.

Comme dans les conflits de haute intensité, la définition des objectifs à traiter a toute sa place dans les opérations de maintien de la paix, surtout lorsqu'il s'agit d'actions d'interposition. En incluant dans une base de données les renseignements concernant les populations, les structures économiques, sociales ou politiques, les moyens d'information et les équipements civils, le *targeting* constitue le socle sur lequel s'opère l'élaboration d'un ordre qui vise à la fois à faire la synthèse des actions à entreprendre et à assurer la coordination des effets à obtenir.

Aussi, c'est dans cet esprit que le commandement a estimé nécessaire :

- d'assurer une synchronisation des missions et des tâches,
- de garantir aux grands subordonnés des domaines de compétence bien délimités,

- de clarifier les responsabilités et de favoriser l'interaction entre les différentes composantes.

L'ORDRE SYNTHÉTIQUE DE COORDINATION (JCO) : UN ORDRE COMPLEXE

Le JCO, établi le jour J selon une procédure glissante, couvre une période de validité de J+3 à J+10. Il s'intègre dans la planification à moyen terme et comprend six parties :

- des références, de nature stratégique lorsqu'on se réfère à l'OPLAN (*Operation Plan*), à l'ACTORD (*Action Order*), aux *Memorandum of Understanding*, aux orientations stratégiques (*Strategic Guidance*) ou aux règles d'engagement (*Rules of Engagement-ROE*), de nature opérationnelle lorsqu'on se réfère aux *warning orders* ou aux FRAGO,
- l'intention du commandement est énoncée sous deux formes (le rappel de la mission et les priorités à accomplir),

- les points d'efforts (*points of main effort*), reproduisant les phases clés de la manoeuvre, l'effet majeur à obtenir et les zones de synchronisation (*synchronisation area*) déterminées par le commandement,
- les orientations, pour la période considérée, dont la décision d'attribution des fonctions,
- les instructions de coordination, comportant la liste synthétique des objectifs prioritaires ³ (*Joint Prioritised Target List - JPTL*), la répartition et l'affectation des moyens, et éventuellement des instructions particulières de coordination pour les opérations spéciales et les opérations d'information nécessitant des "*modus operandi*" particuliers,
- des annexes, avec la liste des objectifs, les zones de synchronisation, la présentation des actions d'information et des populations visées, un tableau d'évaluation de la situation.

UNE AUTORITÉ "COLLÉGIALE"

La procédure d'établissement de "l'ordre synthétique de coordination" se

caractérise par un certain degré de collégialité qui se manifeste en particulier lors de la définition des actions et de la détermination des modalités de coordination.

Au niveau des composantes des forces seront impliquées :

- les composantes classiques terre, air, mer,
- les commandants responsables de la zone arrière, de la réserve générale de théâtre ou de toute formation spécifique,
- les responsables des opérations d'information et des opérations spéciales, les conseillers politiques et juridiques.

Au niveau des forces elles-mêmes :

- le commandant de la Force, qui approuve le projet d'ordre synthétique de coordination et ses annexes,
- le G2, qui assure la mise en œuvre des moyens nécessaires à la recherche, à la collecte, à l'interprétation et à la sélection du renseignement ⁴,

- le G3, à qui il revient d'intégrer les différents éléments fournis par le G2 et les autres bureaux de l'état-major en s'assurant de leur valeur autant que de leur pertinence par rapport aux opérations considérées ⁵.
- d'autres cellules sont associées : l'apport du G5 ne doit pas être négligé, la procédure se situant dans le cadre de la planification. Des contributions importantes peuvent être attendues de l'appui au mouvement et de l'évaluation des infrastructures ainsi que du CIMIC, de l'information opérationnelle ou des opérations spéciales. Les analyses de deux conseillers, juridiques et politiques, sont de surcroît essentielles dans les PSO dans lesquelles les règles d'engagement (ROE) déterminent les modalités de recours à la force.

UNE PLACE PARTICULIÈRE DANS LA PLANIFICATION

La procédure de *targeting* et d'élaboration de l'ordre synthétique de coordination s'intercale entre deux phases bien établies - la phase de conduite des opérations, de J à J+2 - la phase de pla-

nification dont il est prévu qu'elle recouvre une période allant au-delà de 10 jours.

Le JCO trouve sa place entre d'une part les "*Fragmentary Order*" (FRAGO) ou "*Air Tactical Order*" (ATO) et d'autre part, l'"*Operation Plan*" (OPLAN) ou les orientations stratégiques, "*directives and guidance*". L'ordre synthétique de coordination qui couvre la période J+3 et J+10 s'insère donc parfaitement dans cette programmation. Sa nature est duale. De par son contenu, il s'approche de la conduite des opérations ; de par sa durée de validité et son caractère glissant, il constitue un outil supplémentaire de planification. Certains composants l'ont bien compris durant l'exercice en ordonnant, si besoin est, des "*warning orders*" dès réception du JCO.

Ce dernier représente un concept global rassemblant l'essentiel de l'organisation, des procédures et des modes d'action.

LA SÉQUENCE DES TRAVAUX

Le cycle de décision se présente ainsi : voir page suivante.

| | | |
|------------------------|------------------------------|--|
| Jour J - 1 | à 11h00 | Réception par le représentant au JTWG, du projet d'ordre synthétique de coordination à arrêter pour la période allant de J + 3 à J + 10. Après analyse et commentaire, envoi et demande de contribution à l'autorité. Le texte, qui ne comporte que les instructions du commandement, ses priorités et les effets majeurs, est complété. |
| | à 14h00 | Réception des contributions et transmission au secrétariat du JTWG en vue de l'établissement d'un projet de texte consolidé, rassemblant toutes les contributions. Réunion technique des membres du JTWG : examen de la nature et des implications techniques et politiques des objectifs non létaux proposés. |
| | à 15h00 | Réunion du JTWG, qui a pour but d'examiner le texte proposé. |
| | à 16h00 | Mise au point par le secrétariat d'un texte amendé, aussitôt envoyé aux composantes, pour d'éventuelles suggestions et au secrétariat du JCB. |
| Jour J | à 8h00 | Délai d'introduction des amendements en provenance des composantes par le secrétariat du JCB. |
| | à 9h00 | Réunion du JCB pour finalisation du texte à soumettre à l'approbation du commandement prise, en compte des dernières modifications. |
| | à 10h00 | Mise en forme définitive du projet d'ordre synthétique de coordination. |
| | à 15h00 16h00 | Présentation par le Président du JCB du projet pour approbation de la Force qui en vérifie la cohérence interne et la conformité aux accords internationaux ou aux orientations politiques. |
| Jour J+3 à J+10 | | Période de validité de l'ordre synthétique de coordination. |

Le JCO est donc un instrument "glissant" mis à jour selon une fréquence régulière. Lors de "COOPERATIVE GUARD", cette fréquence était quotidienne, comme dans un conflit de haute intensité. Dans des opérations de maintien de la paix, le rythme de révision de l'ordre pourrait être plus relâché. En fait la périodicité d'adaptation du JCO est fonction du degré de mise en œuvre et d'application des accords de paix.

Le JTWG est d'abord un groupe de travail essentiellement tourné vers la préparation des travaux du JCB. Limiter sa fonction à la gestion d'une base de données ou d'une liste d'objectifs ne reflète en rien la réalité de ses travaux. C'est sans doute pour cette raison qu'il est envisagé d'en modifier la dénomination pour l'appeler désormais "*Joint targeting and coordination order preparaty groupeous sub-commitee*".

Le caractère interactif du processus mérite d'être souligné : le calendrier est ainsi conçu qu'il permet aux échelons intéressés d'apporter leur contribution afin de préciser les orientations rete-

nues. Une approche "*top down*" est donc complétée par une action "*bottom up*", ce qui enrichit l'exercice.

Il importe en outre d'insister sur le fait que cette procédure permet à chacune des composantes de connaître et de discuter les intentions des autres, et cela dès le stade de leur conception. L'interactivité n'est donc pas seulement verticale, elle est aussi horizontale : à cet égard, il est aisé d'imaginer tout ce que peut revêtir une discussion sur les objectifs ou sur l'attribution des fonctions "*supported/supporting*". Le rôle et la responsabilité du secrétariat dans cette procédure sont donc importants, tout comme le sont les responsabilités de président du JTG ou du JCB ⁶.

Il est aujourd'hui demandé aux forces d'être capables de conduire des opérations couvrant un large spectre d'activités, allant de la classique confrontation avec usage des armes à celle utilisant des armes non létales, tout en ne négligeant pas le caractère particulier des opérations à connotation civilo-militaire.

Désormais, il convient de maîtriser une nouvelle dimension de l'usage des armes et d'intégrer un mode de raisonnement intégrant à la fois des considérations stratégiques et opérationnelles.

Il s'avère nécessaire de déterminer les modes d'application de la force sur une très grande variété d'objectifs qui incluent les populations, hostiles ou indifférentes, les forces armées locales, militaires et para-militaires, les ressources, les structures économiques et sociales ainsi que tous les moyens susceptibles de les influencer, de les diriger, de les utiliser ou de les contrôler. La nécessité d'effectuer des synthèses apparaît dès lors d'évidence. A ce qu'on appelle maintenant en polémologie la recherche de la domination globale - "*full spectrum dominance*" - doit correspondre la définition d'une méthode de prise de décision englobant tous les moyens engagés - "*full means spectrum*". Il en va ainsi de la crédibilité de la maîtrise de la force qui ne saurait exister sans une interrogation critique sur les cibles à traiter ni sans une analyse précise des différentes phases de l'action projetée.

C'est là tout le but de l'ordre synthétique de coordination, véritable instrument permettant de vérifier constamment l'adéquation entre la conduite et la planification et qui possède, de surcroît, la vertu de faciliter le dialogue entre l'autorité militaire et les instances internationales responsables ultimes de la conduite des opérations ♦

NOTES

- 1 Ces dernières englobent les opérations psychologiques, la guerre électronique, les actions de destruction des installations de transmission ou de commandement, les opérations de déception ainsi que la mise en œuvre de mesures de sécurité opérationnelle.
- 2 Comme cela doit être fait dans le contexte d'un conflit de haute intensité.
- 3 Objectifs à traiter de manière létale et non - létale sans rang de priorité.
- 4 En fait, il assurera le suivi de la gestion des objectifs physiques, principalement militaires, statiques ou mobiles pour l'ensemble du théâtre. Sa contribution à l'établissement des bases de données d'objectifs est donc essentielle. Il joue donc un rôle clé dans l'évaluation des renseignements et leur classement ainsi que dans la tenue à jour de la liste des principaux besoins en renseignements du commandement (commander's critical information requirements).
- 5 La question est actuellement débattue de savoir si la gestion de la procédure JTWG/JCB, ainsi que le secrétariat de ces deux entités doivent lui être confiés : d'une part, parce qu'il s'agit d'une procédure assez lourde et complexe et d'autre part, parce que cette procédure implique un pouvoir de synthèse, voire d'arbitrage, vis à vis d'autres bureaux ou d'autres composantes.
- 6 A titre anecdotique, on remarquera que le Commandant de la Force tenait à recevoir ce dernier quotidiennement pendant près d'une heure pour revoir en détail avec lui le contenu du projet d'ordre synthétique de coordination avant de l'arrêter.

LA COMMUNICATION OPÉRATIONNELLE AU MEXIQUE (1861-1867) : "TRISTES TROPIQUES" ?

(1^{ère} partie)

par l'aspirant CANOVAS
du centre de recherche du CDES

L'INTERVENTION MEXICAINE (1861-1867) : GUERRE DU PRINCE, EXPÉDITION COLONIALE OU "RÊVE D'ENFANT" ?



Lorsque le 14 avril 1864 Maximilien d'Autriche s'embarque à Rouen en direction du Mexique afin d'enceindre la couronne impériale offerte dès le 10 juillet 1863 par les conservateurs mexicains, cela fait près de trois ans déjà que le corps expéditionnaire français bataille sur place. Mais, au-delà du sang des soldats tombés là-bas pour la plus grande gloire de l'Empire, au-delà de l'expérience qu'ils en retirent, quelle peut être la signification profonde de cette nouvelle rencontre des deux mondes ? Quels enseignements est-il possible d'en tirer aujourd'hui ?

OPERATIONAL COMMUNICATION IN MEXICO (1861-1867) : "SAD TROPICS"?

This article is the first in a series of two studies. Both deal with operational communication during the 1861-1867 French interventions in Mexico decided by Napoleon III. Before analysing precisely in the coming months internal (with our troops) and external (with locals) communication, the present article sets the expedition framework and shows the stakes.

Guerre d'aventure comme semble le montrer l'ahurissante destinée d'un clerc de notaire périgourdin se faisant

Cet article introduit une série de deux études portant sur la communication opérationnelle pendant l'intervention mexicaine de Napoléon III (1861-1867). Avant d'analyser plus précisément dans les mois prochains et pour deux opérations les actions de communication menées en interne -vers les troupes- et en externe -vers les autochtones-, le présent article s'attache d'abord à fixer le cadre de l'expédition et à en faire ressortir les principaux enjeux.

"Il est plus laborieux de conduire les hommes par la persuasion que par le fer."
P. CLAUDEL

proclamer roi d'Arcanie-Patagonie sous le nom d'Orélie-Antoine Ier ? Guerre de prestige pour un Empire français ré-intégré dans le concert des monarchies de Vienne, recevant Victoria à Saint-Denis et reconnaissant un Habsbourg à Mexico ? Ou guerre coloniale visant pour les Européens, créanciers malheureux de l'ancienne colonie espagnole à se rembourser eux-mêmes sur les richesses du pays, sans souci des réalités locales ? Ces aspects d'une même expédition suffisent assez à indiquer toute l'imbrication des causes d'un tel événement. A ce dédale objectif répond le labyrinthe des témoignages, d'autant plus difficiles à manier qu'ils sont éminemment subjectifs. L'envoi par l'Empire dans ces "tristes tropiques" de 27000 hommes et ses répercussions correspondent ainsi à une période de déséquilibre global.

L'intervention mexicaine, s'il fallait donc la qualifier, constitue à la fois, une intervention équivoque, un événement fortement ressenti et un engagement significatif.

L'EXPÉDITION MEXICAINE : UNE INTERVENTION ÉQUIVOQUE

L'engagement en Crimée de 1853 à 1858 avait déjà montré toute la difficulté éprouvée par les puissances européennes occidentales à ne pas laisser une démonstration de force diplomatique dégénérer en un affrontement long et pénible. Agissant comme un cruel révélateur de l'impréparation à ce nouveau type de conflit moderne où le concert des nations du Congrès de Vienne s'arroge la responsabilité de l'équilibre international, le conflit de Crimée et le traité de Paris qui le clôt ont sonné pour l'Empire français de Napoléon III l'heure de la prise de conscience. Ce "dérapage d'Orient" a en effet permis de poser réellement la question des enseignements que le régime était capable de tirer du conflit.

Face à cet héritage d'une complexité nouvelle, l'intervention mexicaine ne fait pas exception. L'engagement impérial est en effet équivoque et mêle les plans économique, diplomatique et philosophique.

La motivation économique : le remboursement de dettes

Depuis son indépendance acquise en 1821, le Mexique recherchait tant bien que mal un équilibre politique. En 1855, dans une république restaurée et dominée par les libéraux agrariens de l'avocat Juarez, l'époque était aux réformes d'envergure : la rénovation globale des structures économiques et sociales n'avait d'autre but que de se défaire définitivement de l'héritage colonial. Or, outre que cette politique compromettrait fortement les privilèges de l'Eglise et de l'armée, piliers et animateurs des forces conservatrices du jeune général Miramon, elle intervenait surtout dans un contexte de fragilité budgétaire endémique. La nouvelle constitution votée en 1857 mit le feu aux poudres et entraîna le Mexique dans une nouvelle guerre civile, ruinant encore un peu plus les espoirs libéraux de stabilité.

Dans ce contexte des plus agités, les Européens, venus au Mexique pour faire fortune et qui y étaient assez nombreux, recevaient des coups des deux parties en présence : emprunts forcés, incendies

des haciendas, pillage des convois d'argent expédiés des mines vers les côtes, voire emprisonnements et meurtres sommaires. Une fois terminée et remportée par Juarez, la guerre civile laissa derrière elle d'énormes difficultés financières. Pour y faire face, le pouvoir se lança dans une politique d'emprunts et de réquisitions contre les détenteurs de capitaux. Excédés, les ressortissants ne tardèrent pas à exiger réparation auprès de leurs patries respectives. Mais comment se faire payer si ce n'était en usant des canonnières ? Dès 1860, la France, l'Angleterre et l'Espagne avaient résolu d'en finir, en envoyant une forte expédition navale pour assurer le paiement régulier des créances étrangères.

Mais la France avait encore cette spécificité d'être le principal créancier du Mexique et de réclamer par conséquent le plus fort reversement : l'ensemble des prétentions alliées atteignait ainsi deux années du revenu national de l'Etat mexicain. De plus, l'empereur entendait obliger Juarez à rembourser un banquier suisse nommé Jecker qui, en 1859, avait prêté quelques millions à Miramon et, par une habileté quasi usu-

raire, se trouvait alors créancier du Mexique pour un montant nominal de 75 millions. Jecker ayant fait faillite, ses créanciers, Français pour la plupart, espéraient beaucoup du recouvrement de leur dette mexicaine. Parmi eux, le plus influent n'était autre que Morny, le demi-frère de l'empereur, qui devait toucher 30% de la totalité : usure et trafic d'influence se mêlaient ainsi à la défense des intérêts de ressortissants

La motivation diplomatique : le retour de la France dans le concert européen

A la politique para-coloniale de la canonnière se superpose une politique de prestige dynastique.

La guerre de Crimée avait déjà consacré la renaissance de la France à la diplomatie et à la définition des règles du droit international. Sur le plan politique tout d'abord, si une incontestable campagne d'armement s'était soldée dès 1857 par la décision de fabriquer un fusil à canon rayé et d'en étudier le chargement par la culasse ¹, ou encore de concevoir des pièces d'artillerie en acier

coulé, l'action diplomatique de l'Empire restait en revanche assez floue. L'impérialisme à visage humain prôné par l'empereur et inscrit dans les faits par la défense proclamée du droit des nations n'osait encore se traduire franchement : nul n'avait plaint les Grecs de Turquie, ni consenti à un véritable effort en faveur des Polonais et des Italiens... Les relations entre "grands" primaient incontestablement.

Sur le plan doctrinal ensuite, le renouvellement était plus sensible. L'expérience de Crimée avait sanctionné à la fois une conception et un système de guerre. Pour l'empereur des Français, devenu seigneur incontestable de la guerre, cette dernière activité n'était qu'un expédient pour établir un nouvel équilibre entre puissances.

Dès lors, les engagements devaient être courts, sans esprit de conquête, et l'usage de la force toujours maîtrisé. Jamais le long affrontement sanglant de Sébastopol n'avait été souhaité, et un tel choc devait être évité à l'avenir. Mais l'expédition avait aussi couronné un système de guerre : la marine à voile, trop

lente à intervenir, les canons lisses imprécis et peu fiables et les splendides charges de cavalerie avaient vécu, la courtoisie chevaleresque aussi. L'heure était aux armes industrielles, redoutablement efficaces et aux combats acharnés, voire fanatiques.

En s'engageant au Mexique, l'empereur voulait toujours gagner la sympathie des vieilles cours monarchiques d'Europe, des catholiques français ou étrangers, mécontents de l'unité italienne en train de se faire et qui sacrifiait l'Etat Pontifical. Il pratiquait donc une politique d'équilibre épaulant la maison d'Autriche contre la Prusse, à l'instar de Louis XV au siècle précédent. Espérant toujours, depuis Villafranca, regagner la sympathie des Habsbourg, et peut-être ainsi obtenir la Vénétie pour l'Italie sans coup férir, Napoléon III pensa très tôt proposer le trône de papier de l'empire du Mexique à l'archiduc Maximilien. Pour autant l'ensemble de la diplomatie impériale est marqué du sceau de la contradiction avec les grands principes défendus par l'empereur.

La motivation philosophique : la recherche philanthropique d'un nouvel ordre international

En premier lieu, l'aventure mexicaine pouvait certes apparaître comme une aventure coloniale menée par une grande puissance soucieuse du respect de ses intérêts et de son rang mondial. Sans doute est-elle organisée après la conquête de l'Algérie et avant les expéditions de la Troisième République. Mais Napoléon III n'a jamais prétendu faire du Mexique un vassal de la France et encore moins une colonie. Ce pays avait certes une population indigène mais aussi une population blanche de langue espagnole, de religion catholique, avec des institutions qui lui venaient en partie des Bourbons de France par l'intermédiaire de ceux d'Espagne : aucune comparaison avec les pays d'Afrique ou d'Asie dont on méconnaissait les cultures.

On venait donc plutôt au secours du Mexique, en voyant même beaucoup plus loin que ce seul Etat. Contre l'envahissant monde anglo-saxon, l'empereur rêva d'un front latin, contre les pro-

testants, d'un front catholique, contre les peuples issus du Nord de l'Europe, d'un groupe de nations issues du sud. La crise mexicaine fournissait une occasion trop belle pour n'être pas saisie : des riches mexicains réfugiés à Paris avaient l'oreille de l'impératrice dont ils parlaient la langue, tandis que, sur place, les libéraux de Juarez étaient soutenus par les Etats-Unis eux-mêmes déchirés par la guerre civile.

Et, déjà, l'empereur imaginait "une nouvelle Constantinople" qui se bâtirait au milieu des Amériques et un canal joignant les océans Atlantique et Pacifique. Il dessinait une carte idéale du monde américain où, au contact du Canada, les Etats-Unis du Nord formeraient une fédération strictement anglo-saxonne maintenue dans d'étroites limites, bordée au sud par une Confédération esclavagiste en partie latine et catholique, elle-même soutenue par un Empire mexicain plus méridional, purement latin et soumis à l'influence française. Peut-être percevait-on l'avance industrielle prise par les Anglo-saxons, avec le décollage industriel de l'Allemagne et des Etats-Unis entre 1850 et 1870 et la

domination économique de l'Angleterre sur le monde.

L'économie, la diplomatie et la philosophie s'entremêlaient donc dans cette intervention équivoque où jamais l'Empereur ne put dire exactement ce qu'il attendait de la mission française sur place : se payer sur le Mexique, faire étalage de sa puissance ou redessiner les Amériques. En écho, le schéma d'action du Mexique reflétait à l'extrême la complexité de la situation.

L'EXPÉDITION MEXICAINE : UN ÉVÈNEMENT FORTEMENT RESSENTI

A côté des traditionnels champs de l'histoire militaire, diplomatique ou économique, la récente historiographie explore ceux, plus originaux, des regards contemporains portés sur l'expédition, regards officiels du pouvoir ou regards officieux des militaires dans leur journal ou leurs souvenirs. Même si le cadre en reste identique, cette dernière approche permet ainsi de découvrir une autre histoire. Se mêlent ainsi les échos grandioses du pouvoir impérial à ceux, plus

modestes, des soldats, qu'ils soient en opération ou qu'ils obéissent au devoir de mémoire.

La motivation du départ

En Angleterre, la *Saturday Review* disait déjà du chant *Partant pour la Syrie* qu'il était l'air national de la dynastie napoléonienne. Si l'on accrédite cette vision des choses, le régime s'est attaché à instrumentaliser les chants militaires pour asseoir sa politique d'intervention. Celle du Mexique a, pour sa part, suscité un chant d'hommage à l'impératrice Eugénie dont le rôle actif n'a pas échappé au chansonnier. Les paroles en sont claires :

*Nous partons pour le Mexique
Nous partons la voile au vent
Adieu donc belle Eugénie
Nous reviendrons dans un an.*

Le message est explicité aux soldats par l'emploi de la première personne du pluriel et délivre aux troupes l'essentiel des informations dont elles ont besoin : convoyées par bateau, elles s'embarquent pour une opération à brève échéance. Un seul point reste dans

l'ombre : la cause. Rétorsion ? Pacification ? Le soldat pourra chanter tant qu'il voudra, il ignore la raison de son départ.

La presse officielle ne le renseignera pas mieux. Pour les organes du pouvoir, l'opération n'est prétexte qu'à glorifier le régime : l'apologie épargne l'analyse. Aussi, à la veille de l'intervention, toute la réputation du Mexique tournait-elle logiquement autour de deux idées-clés superficielles : le pays restait pauvre et archaïque ; tout y était à faire. Mais dans la mesure où il semblait doté de ressources naturelles formidables, il représentait un espace de profits considérables. Cette conviction, ou les espoirs qui en découlaient, était si répandue que la trace s'en retrouve dans presque tous les témoignages de soldats sur leur départ. Bien différent sera leur point de vue une fois sur place.

Le vécu en opération

Les documents conservés aux Archives de l'Armée de terre à Vincennes (SHAT) et les lettres publiées par un certain nombre de familles trahissent des réalités qui n'ont pas toujours été

prises en compte alors par le pouvoir ou le commandement. Là se révèlent parfois les passages les moins honorables, les périodes de doute et d'incompréhension. Loin de la mère patrie et livrés à eux-mêmes, ces soldats n'avaient-ils pas effectivement désespéré de leurs chefs ? Leur moral ne s'était-il pas dégradé rapidement et certains n'avaient-ils pas avoué éprouver de la "honte" ?

Rédigées dans l'immédiateté des opérations, ces sources laissent sans doute apparaître l'intervention mexicaine non comme le pouvoir aurait aimé qu'elle se déroule mais bien plutôt comme les troupes l'avaient vécu.

Le devoir de mémoire

A la fin du siècle dernier, de nombreux officiers publièrent leurs mémoires. Ici la distorsion entre documents directs et témoignages différés est classique autant que normale : la mémoire est toujours sélective. Dans le cas de l'intervention, elle prend cependant des proportions qui ne peuvent être totalement ignorées. La raison en est sans

doute la date de publication de tels souvenirs : ces récits avaient presque tous paru à l'époque où les affaires Boulanger et Dreyfus défrayaient la chronique en France.

Dans un tel climat, il est facile d'imaginer les sentiments qui avaient dû animer les auteurs : longtemps humiliés par la défaite de 1870, ces militaires de carrière réagissaient contre les attaques dont l'armée se sentait alors la victime. Pour la plupart, ces souvenirs s'efforçaient de faire le panégyrique de l'armée d'intervention : les soldats de la France, disaient-ils en substance, s'étaient bien battus et, même si l'échec avait été au terme de l'aventure, les anciens combattants n'avaient pas à rougir de ce qu'ils avaient fait outre-Atlantique.

Ainsi, que cela émane du pouvoir et de ses outils traditionnels de communication, ou du milieu militaire, l'intervention est sans nul doute un événement retentissant dans cette France impériale si attachée à retrouver son rang et si curieuse du monde extérieur qu'elle y combat, y meurt et s'y révèle.

L'EXPÉDITION MEXICAINE : UN ENGAGEMENT D'ACTUALITÉ ?

L'expédition napoléonienne au Mexique n'est pas qu'un fait historique supplémentaire à insérer comme tant d'autres dans la longue histoire militaire française. A l'instar de tout fait historique, il peut être convoqué au procès du présent et à l'instruction du futur. S'il est certes toujours malaisé, voire périlleux de tenter de tirer quelques enseignements du passé, l'histoire offre le cas échéant un champ ouvert à la réflexion.

L'intérêt pour l'Armée de terre du futur d'envisager cette intervention au prisme de la communication opérationnelle est ainsi triple : comment maîtriser la projection lointaine ? Comment réaliser le projet politique sous-jacent ? Comment limiter la violence ?

Les défis d'une projection lointaine

Au XIX^{ème} siècle, alors que la France impériale n'a fait que traverser la Méditerranée ou la Mer noire, l'expédition mexicaine représente une aventure véri-

tablement transatlantique : projeter là-bas tout un corps expéditionnaire – de 27000 hommes en tout ! – avec tous les aléas logistiques que cela sous-tend, demande à la fois d'appréhender le théâtre et de vaincre l'éloignement.

Si loin de la mère patrie, l'armée napoléonienne, fût-elle professionnelle, devait prendre contact avec un Ailleurs à l'irréductible altérité. Le premier élément à appréhender reste le climat. La nature locale réservait bien des surprises aux soldats du Poitou, du Quercy ou d'ailleurs. Dès le débarquement des premières troupes impériales soutenues par des Britanniques, des Espagnols et quelques Belges, les soldats et marins français que guettaient les balles des juaristes durent affronter un péril plus redoutable encore : le vomito negro, la fièvre jaune qui règne en été sur les marais des terres chaudes de la côte. Cantonnés dans les terres basses abondamment arrosées et infestées de moustiques, les services de santé quasi inexistantes furent rapidement dépassés par les nombreux cas de dysenterie : il fallait ou rembarquer ou franchir la ceinture des terres chaudes pour gagner

les premières hauteurs du plateau mexicain, zone tempérée plus salubre pour les Européens. Que la réalité mexicaine était éloignée du mythe romantique digne de l'Abbé Prévost élaboré par tant de personnalités influentes comme les géographes Charles Lemprière, Eugène Lefevre ou Désiré Charnay !

Même les soldats bientôt décontenancés s'attendaient à "des prairies immenses". Dans un tel milieu, le problème de leurs relations avec les autochtones était donc logiquement posé.

Car une autre étrangeté du Mexique résidait évidemment dans la composition de sa population. Quel était ce "peuple" mexicain auquel on s'apprêtait à porter secours ? Était-il aussi acquis que Dubois de Saligny, le représentant de la France sur place l'avait laissé entendre ? En réalité la "nation mexicaine" semblait bien inerte. Divisé politiquement, le Mexique l'était aussi ethniquement. Et ce fait, nouveau pour les Français, compliquait quelque peu leur perception de la société et des enjeux de leur mission. La tripartition entre les

"castes", qui ne connaissaient d'ailleurs elles-mêmes ni unité ni cohésion, des Blancs, des Indiens et des Métis reposait en effet sur des critères pour le moins obscurs et contestables.

Dès lors, même si les historiens mexicains derrière Pruneda se sont attachés à souligner l'élan populaire et l'unanimité du peuple contre l'invasion étrangère, les réalités n'étaient pas si simples : la complexité des alliances qui se nouèrent dans la guerre, la diversité des comportements auxquels elle donna lieu et les raisons de l'échec français, tout enfin poussait à affiner les classifications sommaires des uns et à échapper au discours manichéen des autres.

L'autre défi de la projection lointaine consistait à vaincre l'éloignement. À l'époque, il fallait six mois pour qu'un ordre impérial parvienne au corps de troupe. Le délai imparti aux transmissions l'est aussi à la logistique : le rapatriement sanitaire est très limité, l'avitaillement cyclique, ce qui provoque de longues périodes d'isolement à peine interrompues par quelques va-et-vient transatlantiques.

Sans doute les capacités de liaison sont-elles aujourd'hui sans commune mesure avec celles de l'époque et aucune force ne peut se trouver sans contact avec le commandement aussi longtemps. Toutefois, l'hypothèse mérite encore d'être posée : du strict point de vue des champs psychologiques, "l'isolement" n'est pas que logistique, il peut en effet recouvrir toute une gamme de situations dans lesquelles le combattant se trouve démuné d'explications qui lui assurent constamment la contextualisation et la remédiation de son opération.

Face à l'Autre, face à lui-même, le combattant français au Mexique a dû, en plus, faire face aux ambiguïtés du projet politique. C'est là le second intérêt de l'intervention.

Les ambiguïtés du projet politique

Ambiguë dans ses objectifs, la politique de Napoléon III l'est aussi dans la définition de l'ennemi.

L'absence d'un véritable projet stratégique et les incohérences tactiques qui en découlent nécessairement peuvent

avoir d'importantes conséquences psychologiques. Même "professionnelle", l'armée impériale ne se compose pas de soldats ni d'officiers serviles. Simple-ment soucieux de trouver une justification à leur éventuel sacrifice ou encore cultivés et dotés d'un sérieux esprit critique, les soldats de l'empereur comme tout groupe humain entreprenant attendent une explication. Cette remédiation des tenants et des aboutissants de l'opération, et donc du but poursuivi, est de la stricte responsabilité du pouvoir politique. Si l'empereur a incontestablement acquis depuis la guerre de Crimée le statut de chef unique et suprême de la guerre, cette position exige de lui un goût renforcé pour la communication : ne pas décider de la mort de ses sujets tel un autocrate russe ou ottoman est une fierté louable de Napoléon III. Cependant, ce souci de l'intervention mûrement réfléchi et aux conséquences finement mesurées s'accommode mal de la pusillanimité reconnue du personnage, même si, après tout, et comme en témoigne Horace, "le pin le plus haut est celui que le vent agite le plus". Comment le combattant perçoit-il ces flottes

ments et en quoi son mental en est-il affecté ?

Le même problème se pose quant à la définition d'un ennemi de référence. Quel était-il ? Contre qui se battait-on ? Officiellement, on venait au secours du Mexique menacé par de dangereux troubles séditieux et libéraux. Mais le positionnement politique de l'intervention n'était pas aussi aisé. Soutenir les conservateurs mais promouvoir les idées libérales et indianistes, lesquelles s'excluaient tout autant, tenait de la quadrature du cercle. Une telle option risquait surtout de dégrader à terme les relations avec les forces conservatrices pourtant fermement soutenues par Eugénie et de brouiller l'image des libéraux dans les esprits. Plus floue encore était celle des Indiens. Dans quel camp les placer ? Paradoxalement la moitié de la population mexicaine semblait ne pas prendre part aux déchirements civils du pays. Ce "peuple" communément méprisé et marginalisé par le reste des habitants passait pour s'être soulevé avec enthousiasme pour mener de concert la grande guerre patriotique des libéraux. Or il

ressort d'une recherche récente ² que les Indiens étaient majoritairement restés passifs. Parmi ceux qui avaient osé exprimer une préférence, les trois quarts optèrent plutôt en faveur des Français et non des libéraux. Mais les Français pouvaient-ils seulement s'appuyer, fût-ce moralement, sur un tel soutien pour légitimer leur invasion ? Une telle prétention ne manquait pas d'être hasardeuse : ces Indiens, ignorant tout de l'Europe, auraient donc pu rallier une cause qui n'avait que peu de sens pour eux... En fait, il semble bien que tous les acteurs du conflit aient dû compter avec l'opportunisme de ces populations.

Car, loin de toute idée de "trêve indienne" pendant l'intervention, les Indiens continuèrent d'exprimer leurs revendications habituelles. Dès lors que l'armée de Blancs nouvellement arrivée pouvait servir leurs intérêts et par la force d'un amalgame bien commode, ces requêtes furent un temps ignorées. Finalement, la communauté d'ennemi ne signifie pas qu'on partage une véritable alliance.

La difficile limitation de la violence

Liée à la définition précise de la mission des forces impériales, sa mise en œuvre constitue également une pierre d'achoppement. Quel degré de violence déployer ? Dans ce domaine aussi l'intervention n'a cessé de louvoyer entre opérations de rétorsion et manœuvres de pacification.

Suivant la ligne adoptée après la Guerre de Crimée en faveur d'engagements limités dans le temps et dans la nuisance, l'intervention est conçue en premier lieu comme une opération à la violence maîtrisée : bombarder les ports, saisir les douanes afin de rentrer dans ses frais, mais ne pas se mêler de politique intérieure. Les trois gouvernements engagés de France, d'Espagne et d'Angleterre avaient même signé à Londres le 31 octobre 1861 une convention dans laquelle ils s'engageaient certes "à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer la forme de son gouvernement" mais aussi où ils autorisaient leurs troupes à ac-

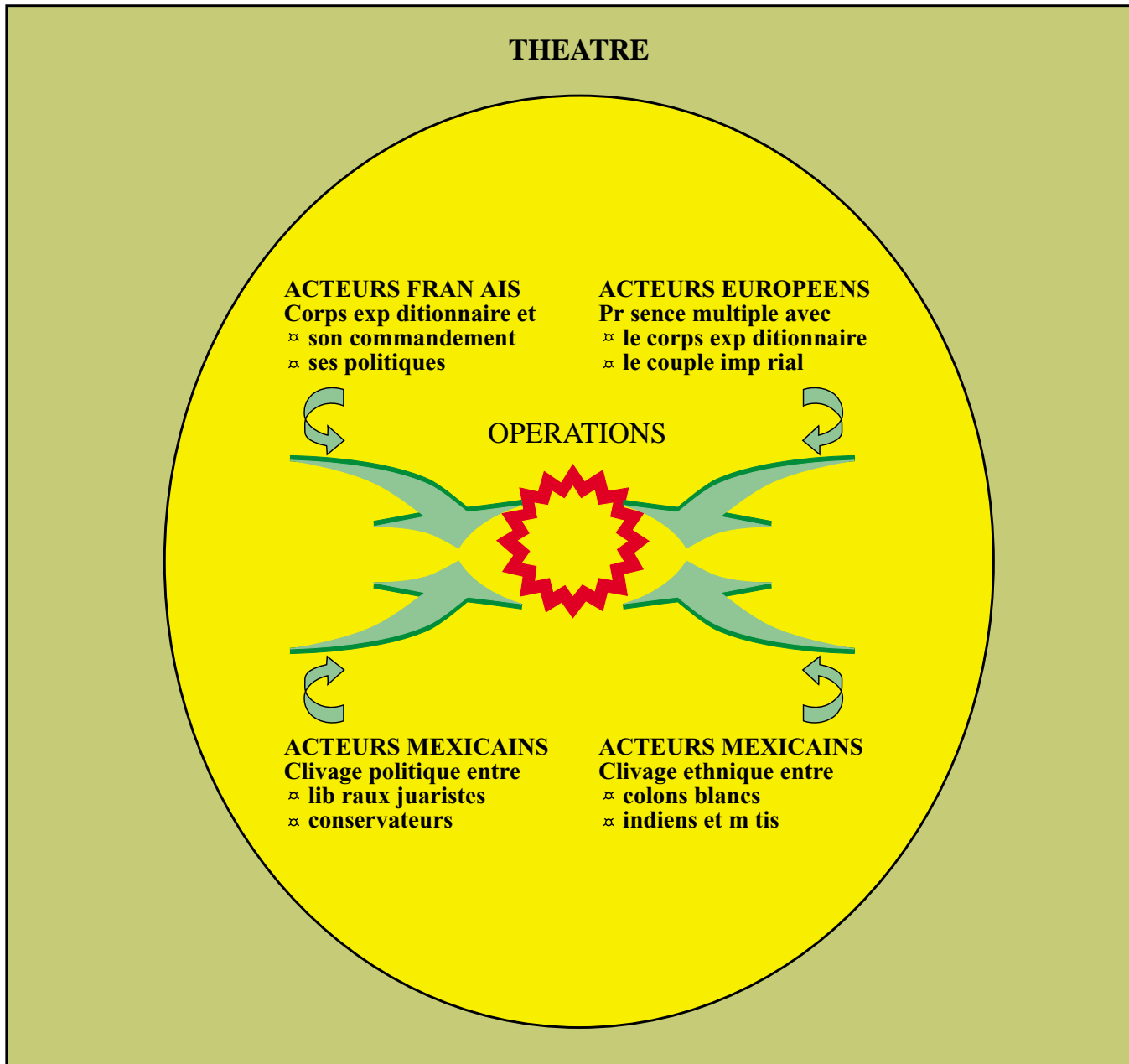
complir outre la saisie du littoral, "les autres opérations propres à réaliser le but spécifié".

En dehors de la fâcheuse imprécision stylistique de la convention, il est loisible de remarquer que le spectre opérationnel envisagé était déjà vaste et allait de la démonstration de force à la conquête de la frange littorale du Mexique. Malgré ce champ ouvert aux opérations de rétorsion, Paris rêva bien vite de pousser jusqu'à Mexico et de rentrer enfin dans l'aventure mexicaine.

Cependant, dans cette nouvelle optique de pacification du territoire souverain, les risques n'étaient plus limités à quelques escarmouches ou à quelques sièges : le contrôle d'une zone importante impose en effet d'en maîtriser et sauvegarder les grands nœuds ainsi que les axes vitaux, de procéder à une répartition des troupes, à leur cantonnement et donc de gérer à la fois un espace et un temps élargis. Cependant, le problème de la maîtrise de la violence restait central : occuper un territoire, c'est se faire accepter par la population, et donc faire état de sa force au mieux d'intérêts à

CONTEXTE

THEATRE



moyen ou à long terme. Ravager le cœur du Mexique n'avait en soi aucun sens et les opérations devaient plus que jamais être ciblées et limitées. L'ardent débat, interne aux forces françaises, suscité par les exactions souvent prétendues mais rarement reconnues de la colonne Dupin fait écho au problème.

Entre la nécessité d'agir et le besoin de séduire, entre l'impératif d'efficacité et le désir de gloire, la conduite des opérations par le corps expéditionnaire français tient souvent de la navigation à la sonde.

L'engagement des forces impériales au Mexique représente donc la plus fabuleuse, mais la plus dangereuse aussi des aventures lointaines du régime.

Guerre du prince, expédition coloniale ou rêve puéril d'un nouvel Eldorado ? En fait, l'intervention mexicaine ne se laisse réduire à aucune de ces propositions.

La réalité, si l'on veut l'approcher, est sans doute à rechercher dans le mélange des trois. Guerre complexe, véhiculant plus qu'aucune autre idéaux et phantasmes, elle illustre ainsi opportunément le drame de la désillusion : désillusion face aux réalités du terrain, désillusion devant les piètres moyens de l'Empire rarement en adéquation avec ses ambitions, désillusion à l'heure du bilan si différent de celui imaginé. A trop rêver la guerre, la vivre devient évidemment décevant.

Dans ce cadre, les sources militaires prennent une valeur "évangélique" : la communication d'une bonne parole mexicaine par les témoins des événements donne à la réalité du théâtre sa profondeur psychologique.

C'est d'ailleurs dans le domaine de la communication opérationnelle que l'intervention mexicaine prend toute sa saveur.

Par l'analyse à venir d'actions psychologiques menées sur le théâtre mexicain, le militaire doit pouvoir en effet se rappeler, avant tout autre enseignement, ce que Claudel avouait déjà, à savoir qu' "il est laborieux de conduire les hommes par la persuasion" ♦

NOTES

1 Ce programme allait aboutir au fameux fusil "Chassepot".

2 Voir la thèse de 3ème cycle soutenue en 1984 par Jean-François Lecaillon.

OPÉRATION FORCE ALLIÉE : GRANDE PREMIÈRE... ET GRANDE DERNIÈRE (?)

*par le général (CR) FORGET
ancien commandant de la FATac*



CONSIDÉRATIONS POLITICO-STRATÉGIQUES

Avant les frappes

Tout a commencé par une évidente erreur d'appréciation à la fois sur la ténacité de l'adversaire (Milosevic), sur la force du sentiment national serbe et sur la réalité de la solidarité entre Slaves, concrétisée par les réactions des Russes. On s'est assis sur l'Histoire, et l'Histoire n'a pas manqué de se rappeler à notre bon souvenir. Il était entendu que les choses iraient très vite. Milosevic était censé capituler dès les premières frappes aériennes. Certains experts en sciences dites politiques laissaient même entendre que le *leader* serbe n'attendait

**OPERATION ALLIED FORCE :
GRAND PREMIERE AND LAST
ONE ?**

Manifestly, the air operation "Allied Force" succeeded alone in completing the objective defined by politicians. Milosevic has ordered the withdrawal of its Armed Forces from Kosovo. He accepted the deployment of allied land forces in the province and the return of Albanian refugees. All this represents in itself a premiere for the Air Force.

However, with regard to the post-operational situation, we are entitled to ask ourselves if this premiere is not the last one.

que le déclenchement de ces frappes pour sortir du borbier du Kosovo et justifier ainsi le retrait de ses forces ! Tout devait n'être qu'une question de jours. L'expression ne laissait guère entrevoir qu'il faudrait soixante-dix-neuf journées de frappes, c'est-à-dire 11 semaines, pour que l'adversaire se décide à quitter le Kosovo. Une telle sous-estimation à la fois de l'adversaire et des dé-

Cet article, rédigé en juillet 1999, est extrait de la revue Le Piège, n° 58, septembre 1999. Il a également été publié dans le Bulletin de Documentation du CESA (Centre d'Enseignement Supérieur Aérien), n° 539, 8/99. La rédaction d'Objectif Doctrine remercie ces deux revues et tout particulièrement le général (CR) FORGET pour lui avoir autorisé la publication de cet article dans ses colonnes.

lais nécessaires pour que des frappes aériennes produisent tous leurs effets se retrouve d'ailleurs tout au long de l'Histoire, depuis Douhet jusqu'aux bombardements alliés pendant la deuxième guerre mondiale.

Pendant

Dans l'affaire du Kosovo, la sous-estimation a été si forte que les dirigeants alliés n'ont pas hésité à proclamer haut et fort, dès le début des opérations, qu'ils n'auraient recours qu'aux seules frappes aériennes pour emporter la décision. Ils tournaient ainsi le dos à l'un des principes essentiels de toute stratégie, à savoir ne jamais dire à l'adversaire ce que l'on ne fera pas. C'était par là même rassurer Milosevic et l'inciter à manœuvrer, avec sa police et ses forces terrestres, sur le terrain, là où ses unités n'auraient rien, non pas au-dessus d'elles mais en face d'elles, ce qui était déjà beaucoup. Et le *leader* serbe ne s'est pas privé de le faire. Il a effectivement manœuvré de la façon tragique que l'on sait, en chassant du Kosovo les Albanais dans des conditions lamentables. Et les Alliés de se retrouver avec des centaines

de milliers de réfugiés sur les bras, en Albanie, en Macédoine, en Italie et ailleurs, situation elle aussi totalement imprévue et qui allait peser très lourd sur la suite des événements, ceux que nous vivons aujourd'hui.

Et après ?

A la fin des frappes aériennes en effet, une fois les conditions des Alliés acceptées par Milosevic, la situation sur le terrain apparaît aussi grave, sinon pire qu'elle était avant. L'opposition entre les ethnies serbe et albanaise n'a jamais été aussi dramatiquement marquée, ce qui d'ailleurs se comprend parfaitement. A l'exode des Albanais succède, dans les mêmes proportions, celui des Serbes. Et les maisons de brûler, celles des Serbes après celles des Albanais. Et les règlements de compte de se multiplier, sous forme de meurtres et de lynchages. Et les ardents défenseurs des droits de l'homme, fortement appuyés par les médias, de faire preuve, dans ce nouveau cas de figure, d'une discrétion à laquelle ils ne nous avaient pas habitués jusqu'ici. La compassion à sens unique. Quant aux rebelles de l'UCK, considérés par les

Américains eux-mêmes, il n'y a pas si longtemps, comme des voyous – les uns, ultranationalistes, les autres, marxistes élèves du sinistre dictateur Hodja –, les voici se posant en interlocuteurs décidés à soumettre la province à leur loi. Un délai de trois mois leur a été généreusement accordé pour qu'ils rendent leurs armes, ce qu'ils font avec l'ardeur que l'on sait, c'est-à-dire au compte-gouttes. Dans ces conditions, la partition entre la Serbie et le Kosovo, à laquelle tous les pays alliés s'étaient pourtant fort justement déclarés opposés, cette partition-là apparaît de plus en plus difficile à éviter. En un mot, il n'y a pas de quoi pavoiser.

CONSIDÉRATIONS MILITARO-STRATÉGIQUES

Il n'y a pas de quoi pavoiser... pour les politiques. Les forces aériennes, par elles-mêmes, ne sauraient être critiquées quant à la façon dont elles ont opéré. Elles ont même accompli leur tâche d'une façon remarquable et impressionnante. Les systèmes d'armes qu'elles ont engagés ont fait, une fois de plus, la preuve de leur redoutable efficacité, no-

tamment les systèmes d'armes offensifs, par leur précision et leurs capacités tous temps de plus en plus affirmées. Pour les équipages, des missions longues, difficiles car complexes, éprouvantes aussi car risquées. S'ils ont pu être débarrassés assez rapidement des chasseurs adverses, une fois de plus depuis la guerre du Golfe, les équipages, dont les nôtres, ont eu à s'engager au-dessus d'un territoire couvert à 20 000 pieds, il a fallu tenir le plus grand compte des batteries de SA3 et SA6, lesquelles ont été actives jusqu'au dernier jour et jusqu'à la dernière nuit de l'offensive. S'ils n'ont pas subi de perte, nos équipages le doivent au professionnalisme dont ils ont fait preuve, à la qualité de leur matériel et de leurs équipements et aussi, ici et là,... à la chance ! Bref, la campagne ne fut pas une partie de plaisir. Les forces aériennes, et d'abord les nôtres, n'en ont pas moins montré encore une fois la place de plus en plus large qui est la leur dans toute stratégie.

Encore faut-il que cette stratégie soit bien adaptée au but final défini au niveau politique. De ce point de vue, s'agissant du Kosovo, nous sommes bien

loin du compte. C'est le moment de balayer d'emblée les arguments de ceux qui ne manqueront pas, et ne manquent pas déjà, d'en conclure à l'inefficacité des frappes aériennes en général et qui se gaussent en prime des quelques bavures relevées au cours des opérations – bavures pourtant très faibles en nombre eu égard aux quelque quinze mille bombes et missiles largués. Le propos n'est pas polémique. Il est avancé en tenant compte de ce qui s'entend, se dit ou se lit, ici et là, en dehors de nos propres cercles où, légitimement fiers et conscients des capacités de notre aviation, nous avons toujours tendance à croire que nos sentiments sont partagés par tous ceux qui nous entourent. Le fait d'être à l'extérieur de l'Armée de l'air rend à ce sujet particulièrement vigilant. En un mot, il ne faut pas confondre d'un côté l'efficacité remarquable, redoutable, incontestable des nouveaux systèmes d'armes aériens, grâce notamment aux bombes et missiles à guidage terminal, et de l'autre les conditions politiques et stratégiques de leur engagement, conditions qui, elles, peuvent être discutées, voire critiquées.

CONSIDÉRATIONS DE STRATÉGIE AÉRIENNE

Difficile et risquée s'est avérée en tout cas la stratégie retenue dans l'opération *Force alliée*. Cette stratégie était basée certes sur les seules frappes aériennes, mais des frappes soumises à des restrictions considérables : absence de pertes du côté des forces engagées, conformément au concept de la "guerre zéro mort" cher à nos alliés américains ; absence de pertes aussi, dans toute la mesure du possible, pour les populations civiles, en Serbie comme au Kosovo. C'était vouloir résoudre la quadrature du cercle. Faire la guerre sans la faire tout en la faisant est un exercice en effet difficile. La stratégie des frappes aériennes, en elle-même, est sans doute séduisante, dans la mesure où l'on peut espérer éviter un engagement terrestre le plus souvent meurtrier et exigeant des effectifs nombreux.

Une telle stratégie ne saurait cependant être érigée en système dès lors que l'on a affaire à un adversaire résolu et dont les intérêts essentiels sont en cause, ce qui était le cas de Milosevic. Sauf à

frapper massivement et sans restrictions, ce qui était exclu dans les Balkans, il faut alors envisager *a priori* des opérations aériennes qui s'étalent dans le temps, compte tenu des possibilités de réactions dont l'adversaire est susceptible de profiter : réactions internes comme celles dont le *leader* serbe nous a donné un triste exemple au Kosovo ; réactions sur le plan militaire aussi et/ou réactions diplomatiques en s'efforçant d'obtenir l'engagement d'autres puissances, comme l'a fait Belgrade vis-à-vis de Moscou, sans conséquence notable, heureusement, sur le plan militaire. Bref, il faut s'attendre à des complications sérieuses

Complémentarité des modes d'action

Le propos ne condamne évidemment pas les actions aériennes dites "indépendantes" ou "autonomes", souvent décriées ou mal comprises, surtout s'il s'agit d'actions offensives à caractère stratégique. Les forces aériennes ont un rôle spécifique et la puissance aérienne offensive s'avère décisive, même lorsque ces forces sont engagées seules, lors-

qu'elles le sont en prélude ou en accompagnement d'autres opérations militaires ou lorsqu'il s'agit de précipiter un processus politico-militaire déjà largement engagé. L'Histoire nous en donne maints exemples, depuis les offensives conduites au cœur du Reich par l'aviation alliée en accompagnement des autres opérations menées sur les différents théâtres jusqu'à l'offensive aérienne conduite contre les Serbes de Bosnie à l'automne 95 après les graves revers subis par ces derniers en Krajina et le déploiement d'une force de réaction rapide franco-britannique, en passant par l'offensive de l'USAF contre le Nord-Vietnam en mai et décembre 1972 (plus de mille sorties de *B-52*) pour contraindre le Viet-Minh à conclure un accord de paix (celui de janvier 1973) après les échecs subis par ce dernier contre le Sud-Vietnam. Tout cela nous rappelle, si besoin était, que la complémentarité des armées dans la menace d'action et dans l'action elle-même reste la notion fondamentale à retenir, ce qui ne doit pas non plus nous empêcher de rappeler haut et fort que les opérations peuvent être à dominante aéroterrestre,

à dominante aéronavale... ou à dominante aérienne. Et si la dominante aérienne peut aller jusqu'à l'action aérienne seule, cela ne peut relever que de cas exceptionnels, lors de crises limitées face à un adversaire disposant de moyens modestes comme ce fut le cas pour certaines de nos interventions en Afrique.

Dommages collatéraux et effets indirects

Par ailleurs, sans mettre en doute un seul instant la sincérité des intentions des Alliés sur ce point, l'expérience du Kosovo montre qu'il n'est pas possible d'engager une action aérienne d'envergure contre l'appareil politique d'un pays sans préjudices graves, au moins indirects, pour la population. Lors des opérations conduites contre Milosevic, les Albanais du Kosovo eux-mêmes n'ont pas été épargnés, par les forces serbes sans doute mais aussi, dans une certaine mesure, par les effets des bombardements. Quant à la population de Serbie, malgré toutes les précautions prises, elle a subi – et subit encore – nombreuses ont été menées contre l'infrastructure économique du pays : ponts

coupés, centrales électriques, raffineries, dépôts de carburant détruits, usines, y compris des usines de fabrication automobile dévastées. Si le nombre des victimes civiles est resté relativement faible, la situation économique, donc les conditions de vie déjà très difficiles, n'en a pas moins été singulièrement aggravée. Il nous restera, là aussi, à payer un jour la facture. À noter que, pour autant, l'attitude des Serbes à l'égard des Albanais du Kosovo ne paraît pas particulièrement modifiée. L'opposition qui se manifeste aujourd'hui contre Milosevic paraît reposer bien davantage sur l'humiliation que ce dernier a fait subir à son peuple, les Serbes, que sur les atrocités commises au Kosovo par sa police et son armée !

Et les forces terrestres serbes ?

Quant aux forces terrestres serbes, celles notamment déployées au Kosovo qui constituaient un objectif essentiel, elles ont subi des pertes, mais paradoxalement des pertes relativement limitées. Deux raisons à cela : d'une part, la nature du terrain leur permettait de se disperser et surtout de se camoufler remar-

quablement ; d'autre part, les formations aériennes étaient contraintes de rester à haute altitude afin d'éviter des pertes, ce qui rendait particulièrement difficile la recherche d'objectifs comme des chars, des véhicules blindés ou des pièces d'artillerie. L'évacuation contrôlée des forces serbes du Kosovo n'a pas en tout cas donné lieu de la part de l'OTAN au bilan précis que l'on attendait. Un tel bilan aurait permis de savoir si les 30 % du potentiel militaire serbe annoncé comme détruit correspondaient à une quelconque réalité...

DE NOUVELLES CROISADES ?

D'une façon plus générale, tout se passe aujourd'hui comme si nos armées devaient être mises au service d'une politique dont l'objectif prioritaire n'est plus, sur le plan militaire et en l'absence, provisoire, de toute menace, la défense du territoire national ou celle de pays alliés, mais la défense de la démocratie et des droits de l'homme, là où ils sont mis en cause.

L'objectif en lui-même est généreux et ne saurait être discuté ici. Ce qui est discutable en revanche est le mode d'ac-

tion, à savoir l'emploi de la force. Nous voici en effet devant la perspective d'un retour inquiétant, celui du temps des croisades.

Les croisades ! Entreprises dangereuses : qui dit croisades dit en effet guerres, et même guerres qui peuvent être fort graves de par les réactions en chaîne qu'elles peuvent entraîner. Qui aurait pensé qu'une affaire aussi ponctuelle que celle du Kosovo allait provoquer un jour un *clash* très sérieux entre les Etats-Unis et la lointaine Chine ?

Cet épisode tout comme les réactions vives d'une Russie pourtant très affaiblie portent à réfléchir. Entreprises dangereuses mais aussi entreprises difficiles à conduire. La solidarité entre partenaires se trouve en effet moins assurée, car fondée non pas sur la contrainte d'une menace évidente pour tous mais sur une ambition, celle d'imposer à d'autres une certaine conception du monde.

Collégialité des décisions

Dans de tels cas, la façon d'opérer est susceptible d'être conçue de façon

fort différente entre les partenaires, d'où discussions, hésitations et perte d'efficacité. Cela a été déjà sensible lors de la guerre du Kosovo. Si l'OTAN en effet a confirmé sa qualité de redoutable machine de guerre – et notamment de guerre aérienne –, en l'absence de toute menace visant les pays de l'Alliance, la collégialité de la décision en matière d'objectifs à retenir parmi ceux qui étaient présentés a conduit à des discussions entre Alliés, voire à des vetos.

La conduite de la stratégie n'en a pas été facilitée. Elle en a même été affaiblie. Surtout si l'on évoque certains épisodes comme le déploiement des hélicoptères *Apache* qui n'en finissaient pas d'arriver ou les bruits de couloir évoquant une éventuelle action terrestre, le tout traduisant virevoltes, luttes d'influence et désaccords entre décideurs. Dans l'ambiance de croisade évoquée, les politiques n'en trouvent pas moins dans les armées professionnalisées d'aujourd'hui un bon moyen d'intimidation et de pression destiné à infléchir, voire à transformer, la politique d'un Etat dont les canons ne seraient pas conformes à ceux de nos démocraties.

Les forces aériennes surtout, par leur souplesse d'emploi, leur large domaine d'action, leur haut degré de réactivité, la précision et la sélectivité de leurs interventions, constituent l'un des moyens préférentiels, facile à manier... apparemment.

Ecouter les militaires

La tentation est alors forte d'engager ces forces au gré des seules considérations politiques, sans tenir suffisamment compte du point de vue militaire. Pourtant, par la connaissance qu'ils ont des capacités de leurs armes – de leurs avantages comme de leurs limites – par leur perception aiguë des règles et contraintes de la stratégie, les militaires ont nécessairement une vue des choses très concrète. Leur point de vue est en conséquence précieux pour le responsable politique, à condition encore qu'il soit bien écouté. Sans mettre en cause, bien évidemment, le primat du politique sur le militaire, on en est à se demander, après les récents événements que nous venons de vivre, si au niveau politico-militaire, là où se prennent les grandes décisions, un rééquilibrage ne s'impose-

rait pas aujourd'hui entre les autorités concernées. Simple impression qui ne demande qu'à être effacée, mais impression suffisamment partagée pour ne pas la taire. Il ne s'agit pas, par l'ensemble de ces propos, de critiquer gratuitement une stratégie donnée, celle appliquée contre Milosevic, pas plus que ceux qui ont eu à la définir dans un contexte particulièrement difficile et même dramatique.

Il s'agit de montrer, dans l'ambiance actuelle qui tend à se développer, que la généralisation d'une telle stratégie n'est certainement pas la meilleure solution. Cela n'enlève strictement rien au rôle déterminant que les forces aériennes auront à jouer, en toutes hypothèses. D'ailleurs il y a fort à parier que l'OTAN elle-même, désorientée par la durée des opérations dans les Balkans et placée dans une situation inconfortable où elle était condamnée à réussir au risque, sinon, de perdre sa crédibilité au moment où elle célébrait son cinquante-naire, n'est pas prête à renouveler une telle aventure. En cela, pour elle aussi, la grande première qu'a été l'opération *Force alliée* pourrait bien être la dernière

du genre. Les opinions là-dessus sont sans aucun doute très partagées. Raison de plus pour aborder le sujet.

L'Europe de la défense

Pour terminer ce tour d'horizon, il convient de reconnaître que, pour une fois, les pays de l'Union européenne – tout au moins les principaux pays, dont la France – ont fait preuve d'unité de vue et aussi de fermeté politique, quelles que soient les opinions que l'on peut avoir sur l'opportunité et la nature des décisions prises. Malheureusement, ne disposant pas eux-mêmes des moyens militaires suffisants, les Européens ont dû faire appel une fois de plus au grand allié, par OTAN interposée, pour faire appliquer leurs résolutions. Nul ne songerait alors à reprocher aux Américains d'avoir pesé, et même d'avoir pesé lourdement, sur le cours des choses sur les plans tant politique et diplomatique que militaire, leurs buts de guerre tout comme leurs méthodes n'étant pas totalement identiques aux nôtres. La leçon a été bien perçue, semble-t-il. Elle a été dure. Et les discours sur la nécessité d'une Europe de la Défense de re-

prendre de la vigueur. Et le besoin, pour l'Union européenne, de se doter d'une capacité d'action **AUTONOME**, c'est-à-dire de pouvoir prendre des décisions et de conduire les actions militaires qui s'imposent sans dépendre nécessairement du bon vouloir des Américains, d'être exprimé avec force. Qui ne s'en réjouirait pas ? Il n'est que temps en effet de réagir. Les Américains eux-mêmes risquent fort de se lasser d'avoir à intervenir militairement – et politiquement – tous les quatre matins en Europe pour régler nos zizanies continentales.

Cela est d'autant plus vrai qu'au XXI^{ème} siècle notre allié a toute chance d'avoir fort à faire côté du Pacifique et du continent asiatique. C'est le moment de rappeler la résistance déjà manifestée par le Congrès pour approuver l'intervention des États-Unis dans les Balkans. Le vote sur cette intervention n'a été acquis qu'à une courte majorité – une quinzaine de voix ! Nécessité fait loi.

Des budgets militaires améliorés

Encore convient-il que les pays de l'Union européenne, notamment la

France, se mettent d'accord entre eux sur des objectifs identiques en matière de politique extérieure, ce qui est loin d'être évident. Encore faut-il surtout qu'ils soient déterminés à payer la facture, c'est-à-dire qu'ils soient déterminés à consentir les sacrifices financiers indispensables pour enrayer la décrue des budgets de défense afin de se doter des moyens qui leur font aujourd'hui défaut.

S'agissant des forces aériennes, dont l'importance vient encore d'être mise en évidence, et s'agissant plus particulièrement de nos propres forces aériennes, les axes d'effort sont parfaitement connus : efforts dans le domaine spatial, le recueil et le traitement de l'information, la guerre électronique offensive, les moyens aériens lourds de projection de forces, la logistique et notamment les stocks de munitions. La liste n'est pas exhaustive.

Là en tout cas est l'impératif majeur. Tout le reste n'est que littérature ♦

ÉTATS-UNIS : MANŒUVRE ET FEUX DE PRÉCISION VERS UNE NOUVELLE SYNERGIE

*par le colonel DESPORTES
chef du détachement de liaison-terre aux Etats-Unis*



Comme on le sait, l'armée de terre américaine est sortie meurtrie de l'opération "Force alliée" au Kosovo, à tel point d'ailleurs que cette non-campagne terrestre a probablement servi de déclencheur au vent de réorganisation qui la balaye aujourd'hui. Depuis la fin de la phase aérienne, la presse spécialisée rapporte régulièrement les réflexions d'autorités militaires ¹ cherchant à expliquer que le succès de l'US Air Force ne diminue en rien la nécessité des forces terrestres, voire même que, sans ces dernières, le premier eut été beaucoup plus aléatoire. De l'argumentation à la réflexion, le discours a

progressivement évolué pour parvenir à une conceptualisation du rôle des forces terrestres dans ce conflit puis, par élargissement, à un nouveau concept d'emploi de ces dernières dans les conflits "non majeurs".

Le projet est ici de rendre compte de ce courant de pensée ², novateur et probablement fondateur : il pourrait influencer sur la doctrine officielle, comme sur les systèmes d'armes susceptibles de permettre son application.

L'ANALYSE

La réflexion suit le cheminement de l'analyse progressive de l'opération *Force alliée*.

MANOEUVRE AND PRECISION FIRES TOWARDS A NEW SYNERGY

The US Army has been deeply affected by the "Allied Force" operation in Kosovo. This shock may well have been the trigger to the reorganisation wave, which touches it now.

The official position has evolved and presented a renewed and enlarged concept for the employment of Land Forces in "Non-Major" conflicts.

The issue of this article is to present this evolution in military thinking. This "novelty" may be a future basis and influence the official doctrine as well as weapons systems contributing to the implementation of the latter.

Le premier constat, c'est celui de la non-destruction de forces terrestres pendant la première partie de la campagne aérienne.

Cette phase a permis de vérifier que si les feux de précision à longue portée sont efficaces contre les objectifs fixes d'infrastructures, ils sont d'un piètre rendement sur un ennemi sachant mettre à profit un terrain favorable pour se disperser et se camoufler. Au résultat, une partie adverse qui ne montre aucun fléchissement malgré la destruction progressive des infrastructures et les conditions de vie de plus en plus difficiles imposées à la population.

Le président Milosevic ne cédant pas, les stratèges en sont venus à penser que, tout en poursuivant l'affaiblissement du centre de gravité "soutien de la population au président et à ses menées", il était nécessaire de s'attaquer au centre de gravité "forces armées", l'un des plus déterminants si l'on en croit Clausewitz ³. L'idée psychologico-stratégique est simple. Dès lors que la Serbie serait privée de l'outil lui permettant de mettre en œuvre sa politique au Kosovo, les sacrifices matériels imposés à sa population métropolitaine n'auraient plus de sens ; plus encore, la survie politique du régime, objectif premier de ses menées, ne serait plus assurée. Le raisonnement a prouvé sa justesse.

Le deuxième constat, c'est que la simple existence de la menace terrestre américaine (*Task Force Hawk* en particulier) et kosovare a imposé le déploiement de l'armée serbe et, parallèlement, contraint ses agissements : par elle-même, la présence de forces amies entraîne celle de l'adversaire et limite la liberté d'action de ce dernier. On en retient que lorsque la stratégie impose de détruire le centre de gravité "forces armées", il faut imposer la présence de celles-ci dans une zone de destruction, ce à quoi seule la présence de forces terrestres amies sera le plus souvent en mesure de parvenir.

La destruction des forces terrestres n'a cependant réellement commencé que lorsque la présence de la *Task Force Hawk* a fait peser une menace virtuelle et que, simultanément, la menace terrestre de l'Armée de Libération du Kosovo s'est concrétisée jusqu'à imposer un changement d'attitude aux forces serbes (dispersion/dilution vs. regroupement).

Le souvenir des succès terrestres au Vietnam permet de comprendre le lien

entre ces phénomènes par le biais des observations du général Dupuy. L'analyse de cet ancien commandant de la 1^{ère} division d'infanterie (1966-67) est claire : la seule façon de faire jouer l'avantage donné par la puissance de feu américaine tout en limitant les pertes est d'obliger, par la manœuvre, l'ennemi à se concentrer, de le fixer par l'action de troupes au sol restant à distance de sécurité puis, après l'avoir ainsi "conditionné", le détruire grâce à la puissance de feu aéroterrestre. Si cette dernière est nécessaire, elle ne trouve son efficacité qu'à travers la mise en condition préalable des "cibles" par les forces au sol.

Les conclusions de cette observation/comparaison sont claires. Les forces terrestres doivent refuser le combat d'usure souhaité par l'adversaire mais strictement incompatible, par son coût en vie humaine, avec le prix que la nation est prête à payer pour une opération non majeure. Leur rôle doit être, au contraire, de permettre l'application de l'avantage comparatif ⁴ des forces américaines : l'apport de la haute technologie. Comme la létalité des armements confère aujourd'hui l'avantage à la dé-

fense (en particulier en terrain coupé ne permettant pas des engagements massifs suivant les schémas du Golfe) et que, dans ce genre d'intervention, la réussite stratégique passe par le faible coût tactique, il faut trouver un procédé susceptible de contraindre l'adversaire à s'exposer aux coups, à subir la force malgré ses procédés d'évitement.

DE NOUVELLES VOIES POUR L'ACTION

L'impératif, mais surtout la faiblesse de l'adversaire, ce sont sa dispersion, sa dilution, imposées par la capacité de frappe de précision amie. Suivant les bons vieux principes indirects, c'est sur cette faiblesse qu'il faut faire levier.

Fins de l'action

Le **but** devient clair. Il faudra obliger l'adversaire :

- à quitter ses couverts et à se regrouper pour le rendre ainsi vulnérable aux apports de la haute technologie,

- à abandonner ses positions défensives statiques préparées et l'obliger à repasser dans une attitude tactique mobile offensive.

La **voie** de cette fin tactique, c'est la manœuvre :

- par la menace de destruction en détail qu'elle fait peser sur l'adversaire dispersé, elle impose la concentration adverse qui devient vulnérable aux feux aéroterrestres ; c'est exactement l'effet produit par l'engagement de l'ALK,
- suivant le vieux principe napoléonien (Marengo, Ulm, Iéna etc...), à nouveau applicable en raison de l'aspect lacunaire du champ de bataille et grâce aux nouvelles capacités de projection opérative, il s'agit d'aller placer des forces sur les voies de communication de l'adversaire, en lui laissant pour tout choix, soit l'asphyxie logistique défensive, soit la destruction lors de ses tentatives offensives de reconstruction de sa liberté d'action sur ses arrières.

Voies pour l'action

L'analyse suivant les trois niveaux

classiques permet de décliner les voies pour l'action.

Au **niveau opératif**, il s'agira d'aller occuper des points clefs dans les arrières et sur les voies de communication de l'adversaire, puis de faire porter des menaces de destruction sur les forces repérées pour les obliger à se regrouper. Pour l'adversaire, le choix est difficile : il lui faut soit se regrouper pour faire face, soit être battu en détail.

Au **niveau tactique**, outre les missions de renseignement et de désignation **E**, il faudra défendre les points tenus dans la profondeur mais aussi, suivant le principe énoncé par le général Dupuy, maintenir l'ennemi fixé et concentré pendant sa destruction par le feu aéroterrestre, en évitant l'accrochage direct. Il s'agit bien ici d'une véritable inversion du rapport "soutenu-soutenant" : dans cette action interarmées, ce sont les moyens de destruction aéroterrestres qui sont en quelque sorte soutenus par les forces de contact au sol ou près du sol. On est proche de la définition de la manœuvre donnée d'expérience en 1969 par un groupe de colonels d'infanterie

au CHEM américain (*Army War College*) à leur retour du Vietnam : "La manœuvre vise désormais à préciser la localisation de l'ennemi pour accroître l'efficacité de l'application massive des feux" ⁶.

Au **niveau stratégique**, l'idée américaine -contrainte par les délais nécessaires à la fois à la constitution du consensus national minimal indispensable à l'action et à ceux de la projection- c'est d'empêcher l'ennemi de parvenir à ses fins avant que la force amie soit en mesure de conduire ses actions opératives. On retombe donc ici, plus traditionnellement, sur le concept américain de "*strategic preemption*" ⁷, déjà bien connu.

On voit bien que ces nouveaux concepts d'emploi des forces ne sont utilisables que dans des conditions particulières ; ils ne s'appliquent sûrement pas aux conflits opposant des forces de niveaux technologiques équivalents.

Placés dans le cadre d'emploi pour lequel ils ont été conçus, ces concepts apportent en revanche une réponse utile à l'interrogation sur l'emploi des forces terrestres en conjonction des forces aériennes ou, plus largement, du feu à longue distance et de grande précision. Utilisés au cours de l'automne ou de l'hiver 99 contre les forces terrestres serbes s'il avait fallu en arriver là, ils auraient probablement permis de sortir de l'impasse conceptuelle dans lequel se

trouvaient les planificateurs d'une éventuelle action au sol.

Réponse asymétrique du fort au faible, ils auraient en tous cas évité aux forces coalisées l'enlèvement dans le bourbier tactique où la Wehrmacht s'était enlue en 1943/44 et dans lequel l'armée serbe entendait bien les entraîner ♦

NOTES

- 1 Parmi ces dernières, on pourra noter celle du General Clark, commandant supérieur allié en Europe et commandant en chef de l'opération Force alliée, et celle du General Shelton, président du comité des chefs d'états-majors.
- 2 Son expression la plus élaborée en a été faite par le général de division Scales, commandant l'US Army War College, l'un des CHEM américains, dans la revue "Armed Forces Journal", livraison de décembre 99.
- 3 Tout laisse penser que les analyses clausewitziennes ont directement servi de fondement à la stratégie américaine pendant le conflit.
- 4 Pour reprendre l'expression de l'économiste Ricardo.
- 5 concept américain "sensors to shooters".
- 6 Richard E. Cavazos, et al., "Analysis of Fire and Manœuver in Vietnam : June 1966-June 1968", US Army War College, Carlisle Barracks, PA, mars 1969.
- 7 ou "preclusion", dernière évolution sémantique, suivant les auteurs, les lieux et les temps.